



23.041

## **Voranschlag der Eidgenossenschaft 2024 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2025–2027**

### **Budget de la Confédération 2024 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2025–2027**

*Fortsetzung – Suite*

#### CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.23 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 21.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 21.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

#### **1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten 1. Budget des unités administratives**

*Eintreten ist obligatorisch  
L'entrée en matière est acquise de plein droit*

*Detailberatung – Discussion par article*

**Sofern nichts anderes vermerkt ist:**  
- beantragt die Kommission Zustimmung  
zum Entwurf des Bundesrates;  
- stimmt der Rat den Anträgen der Kommission zu.

**Sauf indication contraire:**  
- la commission propose d'adhérer  
au projet du Conseil fédéral;  
- le conseil adhère aux propositions de la commission.

**Behörden und Gerichte – Autorités et tribunaux***101 Bundesversammlung  
101 Assemblée fédérale**Antrag der Kommission*  
Laufende Ausgaben  
Fr. 120 381 100*Antrag Herzog Eva*  
Laufende Ausgaben  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates*Proposition de la commission*  
Dépenses courantes  
Fr. 120 381 100*Proposition Herzog Eva*  
Dépenses courantes  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: Je vous avais déjà dit que la commission propose, par 7 voix contre 0 et 4 abstentions, d'appliquer également la coupe de 2 pour cent, comme elle est exigée de la part des autres offices. Pour nous, nous épargner ces coupes alors qu'on les exige partout ailleurs était difficilement défendable. Depuis notre séance de la Commission des finances, on a reçu les chiffres que vous avez mentionnés, Madame la présidente, en tant que rapporteuse de la Délégation administrative. Je les rappelle, afin de donner les informations que nous n'avions pas dans l'intégralité au moment de traiter cette coupe. Il s'agissait du fait que les revenus et les indemnités des parlementaires n'ont pas été adaptés au renchérissement depuis 2012. L'évolution de l'indice des prix à la consommation depuis la dernière modification jusqu'à décembre 2022 a été d'environ 3,2 pour cent. Si une telle compensation du renchérissement de 3,2 pour cent avait été appliquée, cela aurait entraîné une augmentation des dépenses annuelles d'environ 1,3 million. On doit également noter que les contributions des groupes parlementaires n'ont plus été adaptées au renchérissement depuis 2010. Cette augmentation aurait représenté environ 240 000 francs.

On peut considérer que c'est une sorte d'économie ou, du moins, une non-dépense. Ces quelques éléments et non-adaptations pourraient, en fonction des arguments avancés, être considérés comme une coupe en avance, d'où le fait que le Conseil fédéral n'est pas intervenu davantage, mais surtout que le Parlement et les Services du Parlement n'ont pas appliqué telle quelle la coupe de 2 pour cent, considérant avoir déjà fait les efforts.

La proposition, pour rappel, de la commission est de réduire de 2 pour cent et de faire donc comme tous les autres offices. Je rappelle que nous n'avions pas connaissance de ces chiffres au moment de prendre cette décision.

**Stark** Jakob (V, TG): Wenn Sie sich für generelle Sparmassnahmen aussprechen und das Parlament als oberste Instanz davon ausnehmen, ist das einfach ein ganz schlechtes Vorbild. Vorbildlichkeit ist aber wahrscheinlich ein ganz wichtiges Element in der Finanzpolitik, um glaubwürdig zu bleiben. Deshalb bitte ich Sie, hier dem Antrag der Kommission zuzustimmen.

Bitte berücksichtigen Sie auch, dass die nationalrätliche Kommission dem Entwurf des Bundesrates zugestimmt hat. Wir haben also dann sicher eine Differenz, und vielleicht kann man das noch differenzierter anschauen. Aber es wäre jetzt unklug, wenn der Ständerat diesen Antrag der Finanzkommission ablehnen würde. Ich bitte Sie, dem Antrag der Finanzkommission zuzustimmen.

**Engler** Stefan (M-E, GR): Ich äussere mich, in Absprache mit der Präsidentin, für die Verwaltungsdelegation, welcher ich ab dem 12. Dezember von Amtes wegen angehören werde.

Das Votum von Kollege Stark bedarf einer Entgegnung. Sparen bei der öffentlichen Hand nach der Methode des Rasenmähers ist ja weitverbreitet, und das aus zwei Gründen: Man stellt die Schnittlänge nur einmal ein, hier bei 2 Prozent linear, und vermittelt damit nach aussen den Eindruck, es würden alle Bereiche gleich



behandelt und das sei gerechtes Sparen. Es entbindet aber die politischen Gremien davon, politische Gewichungen, politische Priorisierungen vorzunehmen, weil man ja unter der Annahme, alle gleich zu behandeln, mit dieser durchschnittlichen Schnittlänge von 2 Prozent operiert. Sparen nach dieser Methode stellt meiner Meinung nach aber auf eine falsche Annahme ab, nämlich darauf, dass die finanzielle Ausgangslage und die Betroffenheit durch den jeweiligen Sparbeitrag für alle identisch sei.

Genau im Bereich, wo es um die Institutionen geht, müssen wir vorsichtig sein mit dem Argument der Opfersymmetrie und mit dem Argument, jeder solle das Gleiche beitragen. Wer genau prüft dort die Sparschmerzen? Es sind die demokratischen Rechte, wenn wir die Institutionen, die Gewaltenteilung bzw. das Parlament in seiner Stärke beschneiden, wenn wir die Parlamentsdienste schwächen. Die Schwächung der Institutionen kommt der Demokratie nicht zugute, auch nicht der Gewaltenteilung, auch nicht unserer Aufgabe als Gesetzgeber. Genau gleich würde ich im Übrigen auch bei den Gerichten argumentieren. Dort geht es um die Sicherung des Rechtsstaats. Was tun wir also Gutes für

AB 2023 S 1045 / BO 2023 E 1045

unsere Bürgerinnen und Bürger als Rechtsuchende vor den Gerichten, wenn wir die Institution der Gerichte schwächen? Mit diesen Argumenten möchte ich Sie bitten, hier dem Bundesrat und der Verwaltungsdelegation zu folgen und bei der Bundesversammlung keine Kürzungen vorzunehmen.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6170)

Für den Antrag der Kommission ... 24 Stimmen

Für den Antrag Herzog Eva ... 19 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*105 Bundesgericht*

*105 Tribunal fédéral*

*Antrag der Kommission*

Laufende Ausgaben

Fr. 117 319 300

*Proposition de la commission*

Dépenses courantes

Fr. 117 319 300

*108 Bundesverwaltungsgericht*

*108 Tribunal administratif fédéral*

*Antrag der Kommission*

Laufende Ausgaben

Fr. 96 976 700

*Proposition de la commission*

Dépenses courantes

Fr. 96 976 700

**Sommaruga** Carlo (S, GE): Dans le même sens que notre collègue Engler, j'aimerais m'exprimer sur les réductions pour le Tribunal fédéral et le Tribunal administratif fédéral. Je le fais avec ma casquette de président de la Commission des affaires juridiques pour les raisons suivantes. On ne peut pas simplement tirer un trait et décider de réduire de 2 pour cent le budget de ces institutions judiciaires sans examiner dans le détail pourquoi il y a une volonté du Tribunal fédéral et du Tribunal administratif fédéral de maintenir le budget.

Notre conseil et le Conseil national, l'année passée, à la session d'hiver 2022, ont approuvé une augmentation du nombre de juges au Tribunal fédéral: on est passé de 38 à 40 juges ordinaires. Pourquoi cela a-t-il été décidé? Cela a été décidé parce qu'il y a une surcharge de travail au Tribunal fédéral. Nous souhaitons que le Tribunal fédéral puisse répondre aux besoins du justiciable et que le traitement des procédures permette non seulement de traiter les procédures en cours plus rapidement, mais aussi de réduire le stock des procédures en souffrance.



Cette décision n'est pas une décision en l'air. Elle s'appuie sur une analyse qui a été faite par la Commission de gestion qui a donné son aval à cette augmentation du nombre de juges après avoir examiné s'il y avait des possibilités de réorganisation au sein du Tribunal fédéral. Ces mesures de réorganisation – cela a été dit tout à l'heure par le représentant du Tribunal fédéral – ont effectivement été prises. Mais il faut aujourd'hui être cohérent avec nos décisions de l'année passée et faire en sorte que le Tribunal fédéral dispose des moyens nécessaires pour son fonctionnement. Alors, vous me direz que l'on peut couper dans d'autres domaines que celui du personnel, des juges ou des greffiers, qui sont indispensables au fonctionnement des chambres, ou celui du personnel administratif, qui est également indispensable pour que la justice soit rendue. Cela a été dit, il faudrait le faire dans le budget destiné à la numérisation. Toutefois, couper dans la numérisation maintenant signifie aussi mettre en péril une efficience majeure du Tribunal fédéral et même peut-être une réduction des coûts par ce biais-là. Il y a une contradiction entre les décisions que nous avons prises l'année passée sur cette augmentation du personnel judiciaire au Tribunal fédéral et la proposition de coupe.

Pour le Tribunal fédéral, je vous demande donc de suivre le Conseil fédéral.

Pour ce qui concerne le Tribunal administratif fédéral, la décision d'augmenter de cinq juges n'a certes pas été prise; mais lors de la troisième semaine de cette session sera traitée la proposition de la Commission des affaires juridiques d'augmenter de cinq juges le personnel judiciaire du Tribunal administratif fédéral. Cette augmentation répond naturellement également à des besoins précis. Elle répond à l'augmentation des recours en matière d'asile: nous avons vu une augmentation massive de demandes d'asile qui mène effectivement à une augmentation des recours en 2022 déjà, et c'est aussi le cas en 2023.

Au-delà de cela, de nouvelles compétences sont données au Tribunal administratif fédéral pour tout ce qui relève du traitement des recours en matière d'Etias – qui, je vous le rappelle, concerne les autorisations pour entrer dans l'espace Schengen. Les refus généreront des recours et un plus grand volume de travail pour le Tribunal administratif fédéral.

Enfin, je vous rappelle que, depuis le début de l'année, plus de 230 recours ont déjà été déposés à la suite de la décision de la Finma d'amortir à 100 pour cent les AT1 de Credit suisse, ce qui engendre un volume supplémentaire de travail. Si nous voulons être cohérents avec l'analyse faite par la Commission de gestion et avec l'analyse faite par la Commission des affaires juridiques, je vous invite, pour ce qui concerne le Tribunal administratif fédéral aussi, à suivre la proposition du Conseil fédéral et celle du Tribunal fédéral de maintenir les budgets. Il s'agit en fait de ne pas mettre en péril le fonctionnement de deux institutions extrêmement importantes.

Pour ce qui est du Tribunal administratif fédéral, j'aimerais encore relever le fait qu'en matière d'asile, où la pression est énorme, il faut répondre de manière efficace, car les coûts du séjour des requérants d'asile seront plus importants si les procédures se prolongent au Tribunal administratif fédéral. Ces coûts sont nettement supérieurs au montant que représenteraient les économies faites sur le dos du Tribunal administratif fédéral. Je vous remercie donc, pour ce qui concerne les deux instances judiciaires, de suivre la position du Conseil fédéral et du Tribunal fédéral.

**Hegglin** Peter (M-E, ZG): Wenn es um den Mitteleinsatz oder um den Grundsatz des Sparens geht, ist man sich in der Regel sehr schnell einig: Alle wollen sparen. Aber wenn es dann konkret darum geht, gibt es immer Gründe, nicht jetzt und nicht im eigenen Bereich zu sparen. Es gibt immer glaubwürdige Gründe, das zu sagen. Trotzdem muss man meines Erachtens versuchen, Sparvorhaben umzusetzen. Auch die Verwaltungseinheiten der Bundesverwaltung hätten glaubwürdige Gründe gehabt, die Querschnittkürzung von 2 Prozent nicht vorzunehmen. Trotzdem haben sie sie vorgenommen.

Unser geschätzter Kollege Engler sagt nun, der Rasenmäher sei eingestellt, gekürzt werde überall gleich viel. Es ist vielleicht pro Einheit gleich viel, aber die Einheiten haben ja verschiedene Aufgaben und verschiedene Untergruppen. Man kann also auch dort differenzieren. Bundesrätin Keller-Sutter hat gesagt, dass man eben Prioritäten setzen muss. Und man muss auch hingehen und sagen, dass man gewisse Aufgaben nicht mehr wahrnehmen will und dass man bei anderen Aufgaben mehr Manpower einsetzen muss. Unsere Verwaltungseinheiten sind gefordert, entsprechend zu handeln und ihre Verantwortung wahrzunehmen.

Ich schaue auf die Kostenentwicklung: Es ist nicht so, dass wir bei den Gerichten mehr als im Vorjahr kürzen. Es ist vielmehr ein Abschwächen des Wachstums, das in der Rechnung 2022 beträchtlich ist. Beim Bundesgericht lagen die Ausgaben bei 100 Millionen Franken. Jetzt sehen Sie auf der Fahne, dass der Voranschlag für das Bundesgericht 118 Millionen Franken beträgt. Es sind 18 oder 19 Prozent mehr, als 2022 ausgegeben wurde. Wenn wir um 1,5 Prozent reduzieren, ist es meines Erachtens immer noch ein rechtes Wachstum. Von 2023 bis 2024 ist ein Wachstum von 7,1 Prozent budgetiert. Wenn wir um 1,5 Prozent reduzieren, ist das Wachstum immer noch sehr beträchtlich.

**AB 2023 S 1046 / BO 2023 E 1046**

Ich glaube nicht, dass wir mit dieser Kürzung die richterliche Unabhängigkeit tangieren, sondern ich glaube, dass wir mit dieser Kürzung die Bundesgerichte eben auch auffordern, zu prüfen, ob es bei ihnen Einsparmöglichkeiten gibt, ob Prozesse verbessert werden können. Ich bin überzeugt, dass auch die Gerichte einen solchen effizienteren Mitteleinsatz mit einer nach wie vor sehr guten Rechtsprechung umsetzen können. Deshalb empfehle ich Ihnen, der Mehrheit der Kommission zu folgen.

**Herzog Eva** (S, BS): Ich gebe das Wort Herrn Chaix, dem Vizepräsidenten des Bundesgerichtes.

**Chaix François**, vice-président du Tribunal fédéral: Les arguments sont sur la table et il vous appartient de décider.

Nous sommes en tout cas tout à fait favorablement impressionnés par votre souci de bien préserver la séparation des pouvoirs et l'autonomie de la justice. Je dois aussi vous dire que nous avons établi notre budget de manière rigoureuse. Nous nous considérons donc comme de bons élèves. Et pour les bons élèves budgétaires, qui budgètent exactement ce qui est nécessaire, il est plus difficile de connaître une coupe linéaire. C'est peut-être le seul doute que j'aimerais lever: nous avons établi notre budget avec sincérité et cette réduction serait plus difficile à vivre pour nous que pour d'autres unités qui peuvent peut-être plus facilement reporter des projets que ce n'est le cas au Tribunal fédéral.

Je vous remercie de votre attention et de la décision que vous allez prendre.

*Pos. 105 Laufende Ausgaben – Pos. 105 Dépenses courantes*

**Präsidentin** (Herzog Eva, Präsidentin): Herr Chaix unterstützt den Entwurf des Bundesrates.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6171)

Für den Antrag der Kommission ... 28 Stimmen

Für den Entwurf des Bundesrates ... 16 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Pos. 108 Laufende Ausgaben – Pos. 108 Dépenses courantes*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6172)

Für den Antrag der Kommission ... 27 Stimmen

Für den Entwurf des Bundesrates ... 17 Stimmen

(0 Enthaltungen)

**Justiz- und Polizeidepartement  
Département de justice et police**

*402 Bundesamt für Justiz*

*402 Office fédéral de la justice*

*Antrag der Kommission*

A236.0104 Baubeiträge Administrativhaft

Fr. 5 000 000

(Nachmeldung des Bundesrates vom 29. September 2023)

A238.0001 Wertberichtigungen im Transferbereich

Fr. 51 848 400

(Nachmeldung des Bundesrates vom 29. September 2023)



*Proposition de la commission*

A236.0104 Subventions de construction pour la détention administrative

Fr. 5 000 000

(Annonce tardive du Conseil fédéral du 29 septembre 2023)

A238.0001 Réévaluations dans le domaine des transferts

Fr. 51 848 400

(Annonce tardive du Conseil fédéral du 29 septembre 2023)

*Angenommen – Adopté*

403 Bundesamt für Polizei

403 Office fédéral de la police

*Antrag Burkart*

A231.0151 Übrige Abgeltungen an Kantone und nationale Organisationen

2025: Fr. 9 966 200

*Proposition Burkart*

A231.0151 Autres indemnités aux cantons et à des organisations nationales

2025: Fr. 9 966 200

**Burkart** Thierry (RL, AG): Bei diesem Antrag geht es um einen im Verhältnis zum gesamten Bundeshaushalt vergleichsweise sehr kleinen Betrag. Es geht um den Betrag von 2,5 Millionen Schweizerfranken. Gleichzeitig geht es aber um eine grundsätzliche Frage in unserem Staat. Es geht nämlich um die Frage des Schutzes von religiösen Minderheiten und damit natürlich um die Frage des Schutzes des in der Bundesverfassung verbrieften Grundrechts der Glaubens- und Gewissensfreiheit.

Die finanzielle Unterstützung des Bundes für Sicherheitsmassnahmen für bedrohte Minderheiten basiert auf der Verordnung über Massnahmen zur Unterstützung der Sicherheit von Minderheiten mit besonderen Schutzbedürfnissen. Das zeigt: Diese Aufgabe nimmt der Bund bereits wahr. Damit handelt es sich bei diesem Antrag also nicht um eine neue Aufgabe. Im Übrigen verweise ich darauf, dass dieser Antrag im Nationalrat – von einer Minderheit Wyss – ebenfalls gestellt wird.

Es handelt sich also um eine Tätigkeit, die der Bund bereits ausübt. Nachdem sich 2021 gezeigt hatte, dass die bis dahin vorhandenen Mittel nicht ausreichten, wurden sie im Jahr 2023 auf 2,5 Millionen Franken erhöht. Aber auch diese Mittel decken den Bedarf nicht ab, wie die Gesuche an das Fedpol in diesem Jahr gezeigt haben. Besonders betroffen ist die jüdische Gemeinschaft, die eine hohe Zahl an Gesuchen stellen muss. Diese Gesuche zeigen die offenen und nötigen Sicherheitsmassnahmen jüdischer Institutionen und die damit verbundenen laufenden Sicherheitskosten, welche die Gemeinschaft belasten. Gemäss Schätzungen geht man von mehreren Millionen Franken aus, die die jüdischen Gemeinden und die jüdischen Einrichtungen aufgrund ihrer exponierten Lage selber finanzieren müssen.

Die allgemeine Lage hat sich – das hat Bundesrätin Karin Keller-Sutter bereits ausgeführt – seit den Terroranschlägen der Hamas vom 7. Oktober und dem darauf folgenden Krieg in Gaza nochmals deutlich verschärft. Die schweizweiten Sicherheitsmassnahmen mussten daraufhin erhöht werden. Ein Ende dieses Konflikts ist zurzeit leider nicht absehbar. Der Antrag auf eine deutliche Erhöhung der Bundesmittel auf Basis dieser Verordnung ist meines Erachtens eine nötige Reaktion auf diese aussergewöhnliche und herausfordernde Lage der jüdischen Gemeinschaft in unserem Land.

Die Realität zeigt, dass sich jüdische Gemeinden und Institutionen umgehend und laufend an die Sicherheitsanforderungen anpassen müssen, um Mitglieder, Einrichtungen, Schulen usw. zu schützen. Aus den eigenen Mitteln ist das mittelfristig – so wird allenthalben kolportiert – nicht mehr möglich. Für mich ist klar, dass auch die Kantone weiterhin in der Pflicht sind, ihren Beitrag zu leisten, und dass der Bund weiterhin maximal 50 Prozent der Aufwendungen leisten sollte. Meines Erachtens ist es selbstverständlich und klar, dass es weiterhin auch eine Selbstbeteiligung der Gesuchsteller geben muss.

Für die Sicherheit seiner Bürgerinnen und Bürger zu sorgen, ist eine Aufgabe des Staates, auch eine Aufgabe des liberal verstandenen Staates. Hier verweise ich darauf, dass in Artikel 15 der Bundesverfassung verbrieft ist, dass es in



unserem Land eine Glaubens- und Gewissensfreiheit gibt. Gott sei Dank ist das eine Selbstverständlichkeit. Aber diese Selbstverständlichkeit hat zur Folge, dass die Glaubens- und Gewissensfreiheit auch ausgelebt werden können muss. Das heisst, der Staat hat die Aufgabe, hat die Verpflichtung, die entsprechenden Schutzmassnahmen vorzunehmen, damit gerade religiöse Minderheiten diese Glaubens- und Gewissensfreiheit ausüben können, ohne dass sie bedroht sind – also so, dass sie geschützt sind. In diesem Sinne bitte ich um Unterstützung dieses bescheidenen Betrages mit meines Erachtens staatspolitisch grosser Wirkung.

**Hegglin Peter (M-E, ZG):** In einem Punkt gehe ich mit Kollege Burkart einig: Sicherheit ist wichtig, und Sicherheit ist auch eine originäre Aufgabe des Staates. Er muss dafür sorgen, dass Minderheiten an Leib und Leben nicht bedroht sind. Entsprechend sind auch Sicherheitsvorkehrungen zu treffen.

In der Finanzkommission konnten wir uns aber weder inhaltlich mit diesem Antrag und dieser Thematik beschäftigen noch uns darüber austauschen. Folglich fehlt mir der materielle Hintergrund. Deshalb hätte ich auch einige Fragen an Bundesrätin Karin Keller-Sutter. Im Antrag steht nämlich, dass es Abgeltungen an Kantone und nationale Organisationen gibt. In gewisser Weise heisst das für mich, dass die Zuständigkeit, für die Sicherheit und den Schutz von Personen zu sorgen, bei den Kantonen angesiedelt ist und dass der Bund die Kantone lediglich subsidiär unterstützt. Genau hier stellen sich mir Fragen: Bei wem liegt die Zuständigkeit? Wie sind die Regelungen? Steht der Bund hier in der Pflicht? Ist es ebenfalls eine Bundesaufgabe, wenn Kantone zum Schutz von religiösen Minderheiten zusätzliche Massnahmen ergreifen müssen? Bestehen die entsprechenden gesetzlichen Grundlagen, damit der Bund die Kantone mit finanziellen oder auch personellen Mitteln unterstützen kann?

In meinem Eingangsvotum habe ich bereits darauf hingewiesen, dass es wichtig ist, die geltenden Zuständigkeiten zu wahren und die Aufgaben, die den Kantonen und Gemeinden obliegen, nicht einfach an den Bund zu transferieren. Stattdessen sollte man die Kantone, die sich ja immer rühmen, fähig, kompetent und verantwortungsvoll zu sein, an ihre Verantwortung erinnern, damit sie auch entsprechend handeln.

Ich mache mein Abstimmungsverhalten auch von der Auskunft bzw. Antwort der Frau Bundesrätin abhängig. Ich kann jetzt noch nicht sagen, ob ich Ja oder Nein stimmen werde.

**Stark Jakob (V, TG):** Ich möchte zunächst Kollege Hegglin vollumfänglich unterstützen. Ich sehe das genau gleich und bin auch gespannt auf die Antworten.

Vielleicht noch ein Hinweis auf die sicherheitspolitische Lage: Wir möchten hier jetzt reagieren. Von mir aus gesehen gibt es dafür eine gewisse Berechtigung, aber wir müssen die sicherheitspolitische Lage auch in Bezug auf die ganze Schweiz ansehen – es gibt derzeit noch Diskussionen in diesem Zusammenhang. Ich möchte daran erinnern, dass wir die Sicherheitspolitik eben gesamtheitlich ansehen sollten.

Ich möchte den Antragsteller noch etwas fragen. Wie sich die Geschehnisse im Nahen Osten entwickeln, wissen wir auf lange Frist nicht, darum ist meine Frage, ob sein Antrag sich nicht auf den Voranschlag 2024 beschränken sollte, damit wir das im Hinblick auf den Voranschlag 2025 dann wieder neu beurteilen könnten. Der Antragsteller hat in seinem Antrag eben auch die Finanzplanjahre 2025–2027 eingeschlossen.

**Keller-Sutter Karin, Bundesrätin:** Ich versuche, das so gut wie möglich zu beantworten. Ich war ja damals im EJPD und habe deshalb noch etwas Vorwissen. Ich kann mich vielleicht nicht mehr an alles im Detail erinnern, aber ich kann Ihnen sagen, dass schon damals, als ich im EJPD war, 1 Million Franken, so glaube ich, für die Sicherheit von Einrichtungen religiöser Organisationen eingeplant war. Es gab dann jedes Jahr Gesuche, um eben die bauliche Ertüchtigung dieser Einrichtungen zu ermöglichen. Es ging um Sicherheitseinrichtungen wie z. B. schusssichere Fenster und Türen usw. Diese Gelder haben damals wirklich nicht ausgereicht. Es sind verschiedene Religionsgemeinschaften an den Bund herangetreten.

Auch der Schweizerische Israelitische Gemeindebund ist damals beim EJPD vorstellig geworden und hat aufgezeigt, dass die Mittel der jüdischen Gemeinden teilweise fast mehrheitlich für die Sicherheit ausgegeben werden mussten, also nicht für die Seelsorge, nicht für die religiöse Betreuung, sondern für die Sicherheit. Und das ist schon etwas speziell. Ich kann mich als Katholikin nicht erinnern, dass man mir im Bistum St. Gallen einmal gesagt hätte, dass die Gelder des Bistums St. Gallen eigentlich vor allem für die Sicherheit der Katholiken und Katholiken eingesetzt werden müssten. Vielmehr werden sie für die Seelsorge und für die religiöse Begleitung und Betreuung eingesetzt.

In diesem Zusammenhang haben wir diese Fragen geklärt. Es ist nicht ganz trivial. Ständerat Hegglin stellt schon die richtige Frage, wenn er die Frage nach der Zuständigkeit stellt. Es sind natürlich primär die Kantone für die innere Sicherheit zuständig. Sie haben dort, wo es Synagogen gibt – beispielsweise in Basel und in Zürich, aber auch in Genf; diese Orte sind ja besonders exponiert –, auch Massnahmen ergriffen. Der



Bundesrat hat damals die finanziellen Mittel befristet auf 2,5 Millionen Franken erhöht, unter der Bedingung, dass die Kantone ihrerseits auch einen Beitrag leisten. Das haben sie gemacht.

Jetzt hat sich aber offensichtlich gezeigt, dass die Beiträge, die der Bund ausrichtet und die erhöht wurden, nicht ausreichen, um diese Sicherheitsmassnahmen zu finanzieren. Man kann geteilter Meinung darüber sein, ob man genau das jetzt auch für alle Finanzplanjahre einstellen will. Intelligent wäre ja eigentlich, dass man, wenn es eine Bedrohung gibt, diese Bedrohung schnell beseitigt, indem man die baulichen Massnahmen schnell umsetzt und nicht über die Jahre, sodass eben diese jüdischen Gemeinschaften dann auch sicher sein können.

Steht der Bund hier in der Pflicht? Das haben Sie gefragt, Herr Ständerat Hegglin. Jein. Wenn man streng nur die Zuständigkeit für den Schutz der inneren Sicherheit anschaut, dann ist es natürlich so, dass das nicht der Fall ist. Auf der anderen Seite müssen aber auch nationale Minderheiten geschützt werden; dieser Auftrag ergibt sich ebenfalls aus der Gesetzgebung. Von daher ist das vertretbar. Das Problem stellt sich jetzt, es ist jetzt akut.

Ich habe es vorhin gesagt, und ich wiederhole es noch einmal: Es ist beschämend, wenn sich Jüdinnen und Juden in der Schweiz nicht sicher fühlen können, wenn man in einer Gemeinde mehr Geld für den Schutz einer Synagoge ausgeben muss als letztlich für die religiöse Betreuung der Mitglieder; dann stimmt etwas nicht. Von daher ist der Bundesrat bereit – ich sage das mit der Rückendeckung des Gesamtbundesrates, denn ich habe es thematisiert, weil im Nationalrat ein entsprechender Antrag von der Minderheit Wyss gestellt wird –, dies entsprechend entgegnzunehmen.

#### *Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6173)

Für den Antrag Burkart ... 39 Stimmen

Dagegen ... 0 Stimmen

(5 Enthaltungen)

#### *420 Staatssekretariat für Migration*

#### *420 Secrétariat d'Etat aux migrations*

#### *Antrag Würth*

A231.0153 Sozialhilfe Asylsuchende, vorläufig Aufgenommene, Flüchtlinge

Voranschlag 2024: Fr. 1 099 062 200 (= Fr. -30 000 000)

#### *Proposition Würth*

A231.0153 Aide sociale requérants d'asile, personnes admises à titre provisoire, réfugiés

Budget 2024: Fr. 1 099 062 200 (= Fr. -30 000 000)

**Würth** Benedikt (M-E, SG): Der vorliegende Einzelantrag hat eine längere Vorgeschichte. Die Subkommission 4 Ihrer

AB 2023 S 1048 / BO 2023 E 1048

Finanzkommission – ich bin das einzige verbliebene Mitglied – hat die Entwicklung bei der Position "Sozialhilfe Asylsuchende, vorläufig Aufgenommene, Flüchtlinge" eingehend analysiert. Wir haben auch bei der Verwaltung Zusatzberichte bestellt. Damit Sie vom Zahlenwerk ausgehen können, schildere ich kurz die Eckpunkte: Es gibt im nächsten Jahr eine Steigerung von 190 Millionen Franken, die Position steigt also um 190 Millionen Franken an. Mit meinem Antrag würden wir diesen Anstieg um 30 Millionen Franken reduzieren. Es gäbe also immer noch eine deutliche Kostendynamik. Hier trifft zu, was wir vorhin gehört haben: Sparen bedeutet in der Regel, die Kostendynamik zu bremsen.

Auf Antrag der Subkommission hat die Finanzkommission des Ständerates eine Motion einstimmig angenommen. Wir werden diese Motion in der Frühjahrssession beraten. Es geht darum, dass wir in diesem Bereich vor allem die Erwerbsquote erhöhen; ich komme später darauf zurück. Die Finanzkommission des Nationalrates hat, basierend auf diesen Überlegungen, beim Budget auch einen Antrag gestellt. Dieser Antrag liegt Ihnen jetzt in diesem Sinne auch vor.

Worum geht es? Bei dieser Budgetposition geschieht die Planung im Grunde genommen gemäss der Entwicklung der Fallzahlen. Das kann man so machen, es greift aber zu kurz. Es gibt nämlich zwei wichtige weitere Stellschrauben, die diese Kostendynamik beeinflussen: Zum einen – ich habe es bereits angetönt – gibt es eine Erwerbsquote, insbesondere bei den Menschen mit Bleibeperspektive. Die interkantonalen Unterschiede





sind erheblich, die Erwerbsquote liegt zwischen 16 und 65 Prozent. Es wird jeweils erklärt, das habe mit den unterschiedlichen Situationen im Arbeitsmarkt zu tun. Das ist teilweise akzeptabel, erklärt aber die grossen Unterschiede nicht vollständig. Eine höhere Erwerbsquote hat natürlich verschiedene positive Effekte: Es gibt erstens für die betroffenen Menschen einen sozial positiven Effekt, und zweitens gibt es einen sicherheitsmässigen Effekt, weil es mit Menschen, die arbeiten, weniger Probleme gibt. Der dritte Effekt betrifft die Migration: Hier geht es letztlich auch darum, das inländische Arbeitskräftepotenzial auszuschöpfen; das bedeutet dann am Ende auch weniger Zuwanderung über die Personenfreizügigkeit. Der vierte Effekt ist finanzieller Natur, da geht es um das Budget: Indem wir die Erwerbsquoten erhöhen, reduzieren wir entsprechend die Sozialhilfepauschalen.

Der Bundesrat hat, das haben Sie in der Zeitung gelesen, dem EJPD den Auftrag erteilt, bei den Ukraine-Flüchtlingen die Erwerbsquote zu erhöhen. Damit wir hier auch nochmals die Zahlen hören: Wir haben im Moment eine Erwerbsquote von etwa 20 Prozent. Kürzlich hatte ich ein Gespräch mit der polnischen Botschafterin: Polen hat über eine Million Ukraine-Flüchtlinge aufgenommen, sie haben eine Erwerbsquote von 70 Prozent. Wir könnten hier mehr tun, aber wir können auch mehr tun bei den übrigen Personen mit Flüchtlingsstatus oder bei vorläufig Aufgenommenen. Hier setzt der Kürzungsantrag an. Der Antrag ist somit auch ein Auftrag.

Dann gibt es eine zweite Stellschraube bei dieser Position, nämlich den Vollzug der rechtskräftigen Ausweisungsentscheide. Auch das haben wir über Zusatzberichte der Verwaltung näher angeschaut. Sie haben vielleicht in der Zeitung gelesen, dass die Schweiz in diesem Zusammenhang Europameisterin ist, aber bei näherer Betrachtung sehen wir auch hier, dass wir eine doch erhebliche Diskrepanz zwischen den verschiedenen Kantonen haben. In der Subkommission wurde dann seitens der Verwaltung gesagt: "Es gibt in der Schweiz unterschiedliche NGO-Kulturen." Na ja, man kann das mal so stehenlassen, aber es ist doch nicht ganz nachvollziehbar, wieso wir bei den Rückführungen derart grosse Unterschiede zwischen den Kantonen haben. Da sind der Bund und die betroffenen Kantone mit Bestimmtheit gefordert.

Ich komme zum Schluss. Wir haben über die Asylreform 2016 abgestimmt. Diese Reform ist eine gute Reform, das soll hier ganz klar deklariert werden. Aber wenn man diese Zahlen ein bisschen analysiert, dann stellt man doch einen gewissen Webfehler fest. Man kann – etwas zugespitzt – sagen, dass man umso mehr Subventionen bekommt, je tiefer die Erwerbsquote im Kanton ist oder je schlechter man die Rückführungen macht. Das ist problematisch.

Ich will mit dem Einzelantrag eine Gegenposition aufbauen bzw. auch einen gewissen Druck erzeugen, dass wir punkto Erwerbs- und Rückführungsquote besser werden. Wir können das jetzt über das Budget beschliessen, wir können dann in der Frühjahrssession auch die Motion annehmen, die übrigens in der Finanzkommission des Ständerates, so glaube ich, einstimmig gutgeheissen wurde.

Ich bitte Sie, meinem Einzelantrag zuzustimmen.

**Sommaruga Carlo (S, GE):** J'avoue être extrêmement surpris par cette proposition individuelle qui se détache des situations concrètes et factuelles. Il s'agit ici, je le rappelle, de l'aide sociale qui est fournie aux cantons pour les requérants d'asile admis provisoirement qui sont domiciliés sur leur territoire. C'est ce budget-là. Je rappelle que les cantons ont droit à cette indemnisation de l'aide sociale. On est donc dans une situation où il y a, disons, une dépense liée. Elle est variable, mais liée. Elle est en fonction du volume des demandes d'asile et du nombre de personnes admises provisoirement. Le nombre de demandes d'asile, si vous regardez le message, était fixé à 24 000 pour l'année 2023. Mais, on est déjà passé à 27 000 et on estime qu'on arrivera, finalement, à 28 000 demandes d'ici la fin de l'année, ce qui, naturellement, génère un surcroît de budget pour l'année 2024. Pour l'année prochaine, on prévoit également des chiffres relativement élevés pour les demandes d'asile.

Donc, en fait, on veut faire un grand discours sur la politique d'asile, mais ce n'est pas le lieu de le faire, puisqu'il s'agit d'une prestation qui devra être versée aux cantons. Alors, vous me direz que non, qu'il faudra revenir avec un supplément budgétaire au cours de l'année 2024. C'est vraiment faire de la politique politicienne que d'agir de cette manière plutôt que d'admettre aujourd'hui que ce besoin va se présenter et que cette indemnisation devra être versée.

Vous avez évoqué les admissions provisoires. Les admissions provisoires sont des décisions de justice qui, la plupart du temps, font qu'une personne qui n'a pas reçu l'asile doit rester en Suisse parce qu'elle ne peut pas être renvoyée dans son pays. C'est une situation qui est légalement stabilisée. On ne voit pas pourquoi l'aide sociale devrait être coupée, non pas directement à la personne, puisque c'est le canton qui va la verser, mais au canton à qui on a attribué la personne qui est admise provisoirement.

Vous dites encore que vous voulez stimuler la politique de renvoi en coupant dans ce crédit. Je rappelle que



la compétence de renvoi des personnes qui doivent quitter le territoire suisse n'est pas de la compétence du Conseil fédéral ou du SEM, voire de Fedpol, mais de la compétence des cantons. Je ne vois pas comment vous pouvez, aujourd'hui, créer une dynamique différente au moyen de cette coupe, qui concerne d'abord tous les autres secteurs de l'asile. Vous pénalisez également, par exemple, les cantons qui font ces renvois correctement, selon l'exigence des tribunaux, voire du SEM. Dès lors, je le répète: je considère qu'il s'agit d'une proposition individuelle qui ne se base pas sur des éléments factuels, mais simplement sur la volonté de nuire au bon fonctionnement du SEM et de la politique d'asile que nous menons jusqu'à aujourd'hui. Il est clair, comme cela a été le cas par le passé, que, s'il devait y avoir par hasard un reste de crédit à la fin de l'année, il serait naturellement restitué par les départements. Cela se passe ainsi dans tous les départements et il n'y a pas de raisons que cela ne soit pas le cas ici aussi, puisque le calcul exact de ce que les cantons ont demandé et de ce qu'il y avait à disposition sera effectué. Par contre, passer au cours de l'année par un supplément budgétaire qui est de toute façon prévisible me paraît une manière incohérente et incorrecte de faire de la politique budgétaire.

Je vous invite donc à suivre le Conseil fédéral et à rejeter la proposition individuelle.

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Ich bitte Sie, hier dem Bundesrat zu folgen. Das Budget des SEM basiert auf den für 2023 realistischere zu erwartenden Zahlen, also der Anzahl Asylgesuche und Asylgewährungen, der Erwerbsquote, der Anzahl von Rückführungen und den auch in Gesetz und Verordnung festgelegten Abteilungen an die Kantone.

**AB 2023 S 1049 / BO 2023 E 1049**

Es geht hier insbesondere auch um die Abteilung der Sozialhilfe – das ist die sogenannte Sozialhilfepauschale –, die im Asyl- und Flüchtlingsbereich geleistet wird. Dafür bekommen die Kantone einen festen Betrag.

Die Berechnungen des Voranschlags 2024 basieren auf der Annahme von 27 000 Asylgesuchen im Jahr 2023 und 20 000 Asylgesuchen im Jahr 2024 sowie einem durchschnittlichen Bestand von 61 600 Personen in der Bundeszuständigkeit im Jahr 2024.

Es trifft zu, was Ständerat Würth gesagt hat: Man kann mit der Erwerbsquote die Kosten senken. Das EJPD hat gemeinsam mit dem WBF den Auftrag, die Erwerbsquote bei den ukrainischen Geflüchteten zu erhöhen. Es sind beide Departemente damit beauftragt, denn es ist in der Tat so, dass die Erwerbsquote auch bald zwei Jahre nach Kriegsausbruch noch relativ tief ist. Vor allem interessant ist der kantonale Unterschied. Appenzell Innerrhoden ist Spitzenreiter, dort arbeiten am meisten, und Genf, so glaube ich, ist am Schluss. Es wird argumentiert, die Arbeitslosenquote sei in Genf höher als in Appenzell Innerrhoden, aber die Arbeitslosenquote kann nicht der alleinige Grund für die tiefere Erwerbsquote von ukrainischen Geflüchteten sein. Der Bundesrat arbeitet daran, die genannten Departemente müssen hier Massnahmen treffen.

**Abstimmung – Vote**

(namentlich – nominatif; 23.041/6174)

Für den Antrag Würth ... 31 Stimmen

Dagegen ... 13 Stimmen

(0 Enthaltungen)

**Finanzdepartement – Département des finances**

601 Eidgenössische Finanzverwaltung (EFV)

601 Administration fédérale des finances (AFF)

**Antrag der Kommission**

E102.0116 Gebühren, Einnahmen Verlustgarantien UBS

Fr. 0

(Nachmeldung des Bundesrates vom 29. September 2023)

E120.0100 Reingewinn Alkoholverwaltung

Fr. 21 000 000

(Nachmeldung des Bundesrates vom 29. September 2023)

A202.0194 Aufwände Verlustgarantien UBS

Fr. 0

(Nachmeldung des Bundesrates vom 29. September 2023)



*Proposition de la commission*

E102.0116 Emoluments, recettes liées à garantie contre perte à UBS

Fr. 0

(Annonce tardive du Conseil fédéral du 29 septembre 2023)

E120.0100 Bénéfice net de la Régie des alcools

Fr. 21 000 000

(Annonce tardive du Conseil fédéral du 29 septembre 2023)

A202.0194 Charges liées à la garantie contre les pertes accordée à UBS

Fr. 0

(Annonce tardive du Conseil fédéral du 29 septembre 2023)

*605 Eidgenössische Steuerverwaltung*

*605 Administration fédérale des contributions*

*Antrag der Kommission*

E140.0103 Verzugszinsen Steuern und Abgaben

Fr. 306 900 000

(Nachmeldung des Bundesrates vom 29. September 2023)

A240.0103 Vergütungszinsen Steuern und Abgaben

Fr. 102 600 000

(Nachmeldung des Bundesrates vom 29. September 2023)

*Proposition de la commission*

E140.0103 Intérêts moratoires liés aux impôts et taxes

Fr. 306 900 000

(Annonce tardive du Conseil fédéral du 29 septembre 2023)

A240.0103 Intérêts rémunérateurs liés aux impôts et taxes

Fr. 102 600 000

(Annonce tardive du Conseil fédéral du 29 septembre 2023)

*Angenommen – Adopté*

*614 Eidgenössisches Personalamt*

*614 Office fédéral du personnel*

*Antrag der Mehrheit*

A202.0130 Lohnmassnahmen

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag der Minderheit*

(Friedli Esther, Knecht, Stark)

A202.0130 Lohnmassnahmen

Fr. 60 000 000

*Proposition de la majorité*

A202.0130 Mesures salariales

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition de la minorité*

(Friedli Esther, Knecht, Stark)

A202.0130 Mesures salariales

Fr. 60 000 000

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: J'ai déjà fait une présentation détaillée des propositions lors du rapport sur le budget. Je n'y reviens pas.



**Friedli Esther (V, SG):** Es geht hier um den Bereich der generellen Lohnmassnahmen. Sie erlauben mir, dass ich ganz kurz aushole, denn dieser Budgetposten hat eine gewisse Vergangenheit, auf die ich doch noch einmal eingehen möchte. Es geht um 31 Millionen Franken.

Vielleicht erinnern Sie sich noch: Im Budget 2023 hatte der Bundesrat 2 Prozent für die Teuerung eingestellt, und dann verständigte er sich mit den Personalverbänden auf 2,5 Prozent Teuerungszulage. Wir erhielten dann im Juni 2023 in diesem Rat den Antrag auf einen Nachtragskredit zur Finanzierung der 0,5 Prozent. Jetzt geht es eigentlich um diesen Nachtrag zum Voranschlag 2023, also um die 0,5 Prozent bzw. 31 Millionen Franken. Unser Rat lehnte diesen Nachtragskredit in der Sommersession mit 27 zu 12 Stimmen ab. Wir sagten damals, dass der Bundesrat die 0,5 Prozent Teuerungszulage, die er dem Personal gewährt hat, mit Eigenmitteln finanzieren muss. Er muss sie also selber kompensieren.

Jetzt kommt der Bundesrat mit dem Voranschlag 2024 und beantragt die 31 Millionen, die wir im Juni abgelehnt haben, nochmals. Das ist es, was meine Minderheit stört: dass man etwas, was das Parlament abgelehnt hat, jetzt über den Voranschlag 2024 quasi nochmals in Rechnung stellt – es betrifft die Teuerungszulage 2023. Im Voranschlag 2024 wurde ja jetzt 1 Prozent Teuerungszulage eingestellt, das entspricht 60 Millionen Franken. Ich möchte hier Bundesrätin Karin Keller-Sutter danken, dass sie mit den Personalverbänden im Sinne des Bundeshaushalts sehr gut verhandelt hat, dass sie eine Lösung gefunden hat und dass im Jahr 2024 eine Teuerungszulage von 1 Prozent sowie eine sogenannte Sonderzulage für die Lohnklassen 1 bis 11 gewährt werden. Dafür würden die 60 Millionen Franken quasi ausgegeben.

Mein Streichungsantrag betrifft wirklich die 31 Millionen Franken für das Jahr 2023. Ich finde es nicht korrekt, dass man diese jetzt noch einmal bringt und sie in den Voranschlag 2024 einbezieht.

Wir haben in der Finanzkommission auch darüber gesprochen, dass wir uns mittelfristig vielleicht einmal darüber unterhalten, wie der Prozess im Zusammenhang mit der Teuerungszulage läuft. Parallel zu unserer Beratung des Finanzplans und des Voranschlags laufen die Verhandlungen mit den Personalverbänden über den Teuerungsausgleich. Hier kommt es ab und zu zu Friktionen. Aber ich meine, dass der

**AB 2023 S 1050 / BO 2023 E 1050**

Bund die eingestellten 31 Millionen Franken über die Eigenmittel finanzieren kann.

Wir kennen den Abschluss der Staatsrechnung 2023 noch nicht. Deshalb beantrage ich Ihnen mit meiner Minderheit, dass wir die 31 Millionen Franken, die wir in der Sommersession bereits abgelehnt haben, auch im Hinblick auf den Voranschlag 2024 nicht gewähren.

**Hegglin Peter (M-E, ZG):** Ich möchte die Ausführungen von Kollegin Esther Friedli noch ergänzen. Sie hat den Fokus vor allem auf das letzte Jahr gerichtet und gesagt, dass wir damals einen Teuerungsausgleich von 2 Prozent eingestellt hätten und der Bundesrat 2,5 Prozent gewährt habe. Die Teuerung betrug aber 2,8 Prozent. Der Bundesrat hat also auch im letzten Jahr dem Personal keinen vollen Teuerungsausgleich gewährt. Im Gesetz steht, dass das Personal "in der Regel" Anrecht auf den Teuerungsausgleich habe.

Wie sieht es dieses Jahr aus? Es ist ein Ausgleich von 1 Prozent eingestellt. Aktuell ist der Wert für die Teuerung etwas zurückgegangen und liegt, glaube ich, bei rund 1,4 Prozent, nachdem er davor noch bei 1,7 oder gar bei 2 Prozent gelegen hatte. Das heisst, dass der Bundesrat auch in diesem Jahr gegenüber dem Personal in Bezug auf den Teuerungsausgleich zurückhaltend ist, indem nicht die gesamte Teuerung ausgeglichen wird.

In der Beratung in der Kommission war für mich massgebend, welchen Teuerungsausgleich der Bundesrat für das kommende Jahr gewähren will: Wird es dieses Mal wieder gleich sein wie im letzten Jahr? Wir stellten damals einen Betrag ein, während der Bundesrat – parallel zur Beratung des Budgets in den Räten – mit den Personalverbänden den Teuerungsausgleich beriet und wir noch nicht Kenntnis von den Ergebnissen hatten. Ein halbes Jahr später war dann ein Nachtrag zu gewähren.

Aktuell ist es, glaube ich, nicht so. Es ist bekannt geworden, dass ein Teuerungsausgleich von 1 Prozent gewährt wird, während Angestellte bis zur Lohnklasse 11, wie ich das mitbekommen habe, scheinbar eine Einmalzulage von 500 Franken erhalten sollen. Die Frage ist nun, ob die budgetierten Mittel reichen und ob, wenn sie nicht ausreichen, der Bundesrat mit einem Nachtrag kommen muss. Offenbar wird aber der Bundesrat im nächsten Jahr nicht mit einem Nachtrag für den Teuerungsausgleich kommen. Von daher wäre es, meine ich, jetzt doch kleinlich, wenn wir diese rund 31 Millionen Franken aus dem letzten Jahr auch noch aus dem Voranschlag streichen würden.

Der Bundesrat hat uns im letzten Jahr gesagt, dass er diese 31 Millionen Franken intern kompensieren werde. Scheinbar hat er das im letzten Jahr machen können. Aber es wird in den Folgejahren anspruchsvoll oder schwierig sein, dies weiterhin kompensieren zu können. Ich glaube, dass es auf der Basis der Daten, die wir



haben, vertretbar ist, bei den Lohnmassnahmen beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben und den Antrag der Minderheit nicht zu unterstützen.

Ich möchte mit der Bemerkung von Kollegin Friedli schliessen, dass der Prozess zu überdenken sei. Ich weiss nicht, ob der Bundesrat es neu so regeln kann, dass wir bei der Budgetdebatte im Rat dann auch konkret wissen, wie der Teuerungsausgleich für das nächste Jahr ausfällt. So könnten wir im Dezember den Teuerungsausgleich beschliessen, und es bräuchte dann nicht im Nachgang noch irgendwelche Nachträge. Ich möchte dem Bundesrat sehr empfehlen, seine Prozesse entsprechend zu überprüfen und anzupassen.

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Ich möchte Sie bitten, beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben. Ständerätin Friedli hat die Geschichte jedoch korrekt dargestellt. Es ist in der Tat so, dass damals mit dem Voranschlag 2023 – also vor einem Jahr – ein Teuerungsausgleich von 2 Prozent beantragt wurde. Danach hat der Bundesrat den Betrag auf 2,5 Prozent erhöht, weil es nochmals eine Verhandlung mit den Sozialpartnern gab. Sie haben den Nachtragskredit für diese 0,5 Prozent im Juni dann aber nicht genehmigt. In der Folge hat der Bundesrat diese Mittel intern kompensiert.

Es ist so, dass die Löhne ab dem 1. Januar 2023 selbstverständlich gemäss diesem Teuerungsausgleich ausbezahlt wurden. Es ist ja logisch: Man hat da nicht bis zum Nachtragskredit gewartet, sondern die Löhne wurden ausbezahlt. Das heisst also, dass dieser Teuerungsausgleich jetzt ausgerichtet wurde.

Da die Verhältnisse und auch die finanzpolitischen Gegebenheiten 2024 angespannter sind und da wir bereits eine Querschnittkürzung von 2 Prozent gemacht haben, die auch das Personal trifft, beantragt Ihnen der Bundesrat, dass man hier eine dauerhafte Kompensation erwirkt. Die Löhne, ich habe es gesagt, sind im Januar 2023 um diesen Teuerungsausgleich angestiegen, und der Bundesrat war der Meinung, dass diese 0,5 Prozent weitergeführt werden müssen. Ich habe es gesagt: Es ist im aktuellen Umfeld einfach schwieriger, dies nebst den Querschnittkürzungen auch noch zu kompensieren.

Nun, Ständerat Hegglin hat die Frage gestellt, ob das eine Prozent, das der Bundesrat beschlossen hat, jetzt das letzte Wort sei. Ja, ich kann Ihnen sagen, das ist das letzte Wort. Die Verhandlungen mit den Sozialpartnern, mit den Verbänden, sind abgeschlossen. Es ist so, dass die erwartete Teuerung bei den Gesprächen bei 2,2 Prozent lag. Unterdessen liegt sie etwas tiefer. Die Verbände haben 2,6 Prozent gefordert, weil sie auch noch eine Ausfinanzierung der letzten Jahre beanspruchen. Darauf haben wir uns grundsätzlich nicht geeinigt. Aber die Personalverbände hatten dafür aufgrund der finanzpolitischen Lage des Bundes auch ein gewisses Verständnis.

Der Bundesrat hat dann entschieden, dass man für die tiefsten Lohnklassen, also für die Klassen 1 bis 11, eine Sonderzulage von 500 Franken ausrichten soll. Das bedeutet, dass in der Lohnklasse 1 ein Teuerungsausgleich von 1,8 Prozent und bis Lohnklasse 11 ein Teuerungsausgleich von 1,6 Prozent erfolgt. Für die tiefsten Löhne ist insofern also eine Lösung gefunden worden.

Das ist übrigens kein grosser Betrag, Herr Ständerat Hegglin, ich kann Sie beruhigen. Es handelt sich hier um rund 1,4 Millionen Franken. Das wird aus den Globalbudgets der Verwaltungseinheiten finanziert. Es gibt also in diesem Bereich keine Aufstockung der Mittel und keinen Nachtragskredit. Die Verhandlungen sind abgeschlossen. Es wird nicht mehr geben als dieses eine Prozent und die Sonderzulage.

Mit diesen Ausführungen bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit Friedli Esther abzulehnen.

#### *Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6175)

Für den Antrag der Mehrheit ... 29 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 15 Stimmen

(0 Enthaltungen)

#### **Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung**

#### **Département de l'économie, de la formation et de la recherche**

701 Generalsekretariat WBF

701 Secrétariat général du DEFR

#### *Antrag der Mehrheit*

A231.0181 Finanzierungsbeitrag an ETH-Bereich

Z0014.04/A202.0134/A231.0181 Bereich der Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Bereich) 2021–



2024

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag der Minderheit*

(Ettlin Erich, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

A231.0181 Finanzierungsbeitrag an ETH-Bereich

Fr. 2 562 205 800

Z0014.04/A202.0134/A231.0181 Bereich der Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Bereich) 2021–2024

Fr. 25 000 000

AB 2023 S 1051 / BO 2023 E 1051

*Proposition de la majorité*

A231.0181 Contribution financière au domaine des EPF

Z0014.04/A202.0134/A231.0181 Domaine des écoles polytechniques fédérales (domaine des EPF) 2021–2024

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition de la minorité*

(Ettlin Erich, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

A231.0181 Contribution financière au domaine des EPF

Fr. 2 562 205 800

Z0014.04/A202.0134/A231.0181 Domaine des écoles polytechniques fédérales (domaine des EPF) 2021–2024

Fr. 25 000 000

**Ettlin Erich** (M-E, OW): Die Motivation für diese Minderheit, die in der Subkommission 2 entstanden ist, besteht darin, dass die ETH und die EPFL Leuchttürme der Schweizer Bildungslandschaft sind; das wissen Sie ja. Es werden jährlich Bundesbeiträge an die ETH und die EPFL bezahlt. Es geht hier nicht um eine Kürzung – das muss man vielleicht klarstellen –, sondern um weniger Wachstum. Das Wachstum wird fast auf null reduziert. Die ETH hat natürlich gewisse Sorgen aufgrund der Reduktion des Wachstums, weil sie höhere Zahlen an Studierenden aufweist. Sie hat nicht eine Situation, in der sie verwaltet, sondern bei ihr steigt die Zahl der Studierenden immer noch massgeblich. Das ist ja erfreulich. Damit verbunden sind auch weitere Herausforderungen, insbesondere dass man dann entsprechende Professorenstellen anbieten muss. Es geht auch um das Verhältnis der Anzahl Professorinnen und Professoren zur Studierendenzahl. Da ist man im Vergleich zum Ausland ein bisschen im Rückstand. Die Löhne steigen, die Kosten, die Energie; das kennen Sie ja. Die Sorge der ETH war zudem immer, dass die BFI-Botschaft 2025–2028 aus ihrer Sicht letztlich auf diese Basis absackt und die ETH damit eine schlechte Ausgangslage hat.

Wir haben uns in der Subkommission einen Reservenabbauplan vorlegen lassen. Es war immer die Diskussion, ob die ETH viel Kapital und viele Reserven bereithält. Das hat man uns gezeigt. Man ist hier willig; man will die Reserven abbauen. Die ETH und die EPFL bewirtschaften den wichtigsten Rohstoff der Schweiz, nämlich unser Wissen, unser Know-how, unsere Ausbildungen. So viel zur Motivation der Minderheit.

Nun bin ich der einzige Verbliebene aus der Minderheit, und ich kann auch die Mehrheitsverhältnisse abschätzen. Zudem sind die Herausforderungen des Budgets auch mir klar. Deshalb ziehe ich den Minderheitsantrag im Sinne des Ganzen zurück.

**Präsidentin** (Herzog Eva, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Ettlin Erich wurde zurückgezogen.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*



704 Staatssekretariat für Wirtschaft  
704 Secrétariat d'Etat à l'économie

*Antrag der Mehrheit*

A231.0192 Schweiz Tourismus  
Fr. 56 593 800  
(Nachmeldung des Bundesrates vom 29. September 2023)  
A231.0208 Neue Regionalpolitik  
Fr. 0  
A235.0101 Darlehen und Beteiligungen Entwicklungsländer  
Fr. 25 000 000

*Antrag der Minderheit*

(Rieder, Français, Gapany, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)  
A231.0208 Neue Regionalpolitik  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la majorité*

A231.0192 Suisse Tourisme  
Fr. 56 593 800  
(Annonce tardive du Conseil fédéral du 29 septembre 2023)  
A231.0208 Nouvelle politique régionale  
Fr. 0  
A235.0101 Prêts et participations, pays en développement  
Fr. 25 000 000

*Proposition de la minorité*

(Rieder, Français, Gapany, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)  
A231.0208 Nouvelle politique régionale  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Rieder Beat** (M-E, VS): Frau Präsidentin, Sie haben ja gestern unser Parlament aufgefordert, nüchtern und sachlich zu diskutieren. Sonst würde ich diesen Antrag der Kommissionsmehrheit als "Scherzantrag" bezeichnen, aber wir bleiben hier jetzt bei den Fakten.

Momentan sind wir im Budget bei einem Plus von 41,5 Millionen Franken. Ich vertrete eine Minderheit, die durch den Bundesrat und durch die Volkswirtschaftsdirektorenkonferenz gestützt wird. Wieso? Man versucht hier innerhalb von zwei Monaten zweimal bei der gleichen Position zu sparen. Alle, die im Herbst im Parlament waren, haben den Zahlungsrahmen und das Mehrjahresprogramm 2024–2031 der Regionalpolitik beschlossen und abgesegnet. Im Rahmen der Differenzbereinigung zwischen Stände- und Nationalrat – sie war sehr hart – haben wir uns auf einen tieferen Betrag geeinigt, nämlich auf 217,5 Millionen Franken, genau gemäss Antrag des Bundesrates. Das heisst, wir haben damals bereits eine Sparrunde durchgeführt. Die 2-Prozent-Reduktion, die lineare Kürzung, haben wir im Voranschlag 2024 bereits vollzogen. Im gleichen Mehrjahresprogramm hatte der Bundesrat dargelegt, wie er die überschüssige Liquidität dieses Fonds – 1,1 Milliarden Franken scheinen viel zu sein – in den nächsten acht Jahren zurückführen wird. Bereits jetzt ist gesagt, dass von diesem Fonds 500 Millionen Franken für Darlehen aktiv in Projekte eingebunden wurden. 400 Millionen Franken werden in den nächsten acht Jahren dem Fonds entnommen, und die Reduktion des Beitrages führt dazu, dass wir dann am Ende der Planperiode keine zusätzliche Liquidität haben.

Die neue Regionalpolitik (NRP) ist das zentrale Element für die Entwicklung der schwachen, ländlichen und peripheren Regionen, quasi die inländische Entwicklungshilfe. Von 2016 bis 2023 wurden 1614 Projekte umgesetzt, mit 391 Millionen Franken Bundeshilfen und mit Totalinvestitionen von insgesamt 2,2 Milliarden Franken; mit einem Faktor fünf ist das also ein sehr erfolgreiches Programm. Die NRP ist die Kohäsionsmaschine dieses Landes, und hier will man nun, um anderen Bereichen Mittel zuzuführen, diesen Fonds allmählich leeren. Das ist nicht "Ständerats-like", und ich glaube, es kann auch nicht im Sinne der ständerätlichen Finanzkommission sein.



Ich bitte Sie daher, dieses äusserst negative Signal an die ländlichen Regionen nicht auszusenden, sondern sich daran zu orientieren, was der Bundesrat und die kantonalen Volkswirtschaftsdirektoren gesagt haben: Wir brauchen diese Kohäsionsmaschine.

Ich gebe der Kommissionsmehrheit recht, wenn sie sagt, dass man über die Fonds diskutieren kann. Man kann auch über überflüssige Liquidität in diesen Fonds diskutieren. Aber dann müssten bitte alle Fonds gleichzeitig auf den Tisch, und es müsste gewichtet reduziert werden. Dann würde der Antrag der Minderheit beim ETH-Bereich einem anderen Antrag weichen, nämlich einem Antrag auf eine Reduzierung dieses Fonds. Wenn Sie das wollen, dann legen Sie bitte alles gleichzeitig auf den Tisch, und reduzieren Sie nicht singulär in einem Bereich, wo es vor allem die schwächsten Regionen und die Berggebiete trifft.

Ich bitte Sie, meine Minderheit zu unterstützen.

**Stark Jakob (V, TG):** Tatsächlich haben wir jetzt etwas mehr Spielraum, da gebe ich Herrn Rieder recht. Aber ich möchte

AB 2023 S 1052 / BO 2023 E 1052

den Antrag der Finanzkommission doch nochmals etwas erklären: Der Fonds für Regionalentwicklung weist heute einen Stand von 1,1 Milliarden Franken auf. Die Liquidität liegt bei einer halben Milliarde Franken. Wenn Sie diesem Antrag hier zustimmen, dann gibt es eine Reduktion um 25 Millionen Franken. Die Ausgaben aus dem Fonds sind in keiner Art und Weise betroffen.

Ich komme auch aus einem ländlichen, schwach strukturierten Kanton. Der Kanton Thurgau profitiert genau gleich von diesem Fonds, Herr Rieder. Es geht nicht darum, dass man diesen schwächen will. Die Finanzkommission hat einen Bericht von der Eidgenössischen Finanzverwaltung verlangt. Ich lese Ihnen hier vor, was die Finanzverwaltung zu diesem Fonds schreibt: "Die Fondsliquidität wird jedoch auch bei einer Kürzung der Fondseinlage ausreichen, um die geplanten Ausgaben ohne Abstriche zu finanzieren." Sie kommt zum Fazit, dass das maximale Entlastungspotenzial im Voranschlag 2024 bei 25 Millionen Franken liegt.

Dieses Maximum haben wir hiermit beantragt. Man kann sich wirklich mit Fug und Recht fragen, ob es in Zeiten, wie wir sie jetzt erleben, nicht richtig ist, dass man Fonds, bei denen es noch lange genügend Mittel im Topf hat, etwas reduziert. Was nützt es uns, wenn wir grosse Sparprogramme machen und daneben eine Milliarde Franken in einem solchen Fonds haben? Im Übrigen, Herr Rieder, wurden für dieses Papier alle Fonds angeschaut, auch der Bahninfrastrukturfonds usw.

Wir haben jetzt mehr Spielraum, man kann das auch anders entscheiden. Aber finanzpolitisch ist es absolut verantwortungsvoll, wenn wir das machen, und auch regionalpolitisch vergeben wir uns gar nichts.

**Wicki Hans (RL, NW):** Ich kann die Voten aus der Finanzkommission sehr gut nachvollziehen, bitte Sie aber, das Votum von Kollege Rieder etwas stärker zu gewichten. Ich darf es noch einmal sagen, Kollege Stark: Wir haben gar nichts gegen eine Kürzung dieses Fonds. Trotzdem möchten wir Sie, die Finanzkommission, darum bitten, alle anderen entsprechenden Fonds ebenfalls darauf hin zu prüfen und entsprechend zu reduzieren. Das würde ein gutes Signal an die Finanzministerin aussenden, damit sie eben sparen könnte. Es wäre, da gebe ich Ihnen recht, zwar nur ein einmaliges Sparen, aber es wäre immerhin das: ein einmaliges Sparen.

Wir haben diese Vereinbarung erst im Herbst getroffen: Wir haben hart um diese regionalpolitischen Zahlen gerungen und haben uns letztlich auf eine Zahl geeinigt. Und jetzt kommt auf einmal die Finanzkommission und kürzt die Zahl auf null. Ja, der Fonds hat Geld, aber das, Kollege Stark, wussten wir im Herbst auch schon. Deshalb frage ich hier einfach, ob das verlässliche Politik ist. Ich erachte das als nicht mehr gegeben.

Natürlich überlegt sich unsere Fraktion jetzt, einen entsprechenden Vorstoss einzureichen. Wie wir den genau ausgestalten wollen, weiss ich noch nicht. Wenn hier aber gekürzt wird, will ich, dass das von der Bundesrätin genauer angeschaut wird: Wo überall gibt es solche Fonds? In welchen Fonds hat es zu viel Geld? Wo kann man auf ein vernünftiges Niveau reduzieren? Wir würden dann beantragen, dass auch dort reduziert wird.

Ich habe nichts dagegen, wenn jetzt hier reduziert wird, aber bitte nicht nur dort, wo es die Randregionen betrifft und wo sich niemand dagegen wehrt. Denn Regionalpolitik kommt tatsächlich vor allem den Randregionen zugute – nicht Zürich, Zürich kann sich das alleine leisten. Regionalpolitische Massnahmen kommen hauptsächlich in den ländlichen Gebieten oder im voralpinen Raum zum Tragen. Deshalb kämpfen wir auch dafür.

Ich bitte Sie deshalb, hier die Minderheit Rieder zu unterstützen.

**Hegglin Peter (M-E, ZG):** Ich verstehe, dass sich die Vertreter eher strukturschwacher Gegenden für ihre Massnahmen und Mittel einsetzen. Aber wenn wir den Betrag hier auf null setzen, dann streichen wir keine einzige Massnahme, denn die Massnahmen können alle umgesetzt werden. Das hat auch Kollege Stark ge-





sagt, und das hat die Verwaltung bestätigt. Wir sorgen einfach dafür, dass der Fondsbestand reduziert wird. Es ist auch sonst schon seit Längerem ein Ziel, dass man die hohen Fondsbestände eher reduziert. Ich glaube, gerade wir als Parlamentarier sollten doch die Absicht und das Ziel haben, dass wir die Hoheit über die finanziellen Mittel haben und die finanziellen Mittel nicht irgendwo in unterschiedlichen Fonds platzieren.

Wenn heute jetzt halt dieser Fonds zur Diskussion steht, dann deshalb, weil wir hier entsprechend entscheiden können. Es gibt andere Fonds, bei denen die Mitteleinlage eben mehr gebunden ist. Das heisst, es gibt gesetzliche Bestimmungen, die vorgeben, wie viel Geld in die Fonds fliessen muss. Ich bin zu hundert Prozent bei meinen zwei Vorrednern, die sagen, dass man diese Fonds ebenfalls überprüfen muss. Soviel ich weiss, steigt der Bestand des Ausgleichsfonds der Arbeitslosenversicherung dieses Jahr auf etwa 3 Milliarden Franken an. Da lässt sich doch wirklich die Frage stellen, ob wir den Bestand weiterhin in diesem Umfang belassen oder ob wir diese Mittel anders einsetzen sollten. Überall einfach eine hohe Liquidität vorzuhalten, das kann nicht im Sinne eines kompetenten Parlamentes sein.

In diesem Sinne empfehle ich Ihnen hier, der Mehrheit zu folgen.

**Engler Stefan (M-E, GR):** Ich komme auch aus einem strukturschwachen Kanton und verteidige die Regionalpolitik und damit auch die dafür zur Verfügung stehenden Mittel. Fonds haben ja gerade den Zweck, eine Minderheit vor der Sparwut einer Mehrheit zu schützen, weil diese nicht beliebig angetastet werden dürfen. Wenn Sie jetzt sagen, es habe ja genug Geld in diesem Fonds, man könne dort ein Jahr lang zurückfahren und eine Nulleinlage in diesen Fonds beschliessen, dann ist die Konsequenz in der Langfristwirkung jene, dass Sie diese 25 Millionen Franken, die Sie sparen, für einen anderen Zweck verwenden. Aber nehmen Sie sie dann im nächsten Jahr von diesem Bereich auch wieder weg?

Die Gefahr liegt also in der Gewöhnung an eine verschlechterte Situation, wie sie sich jetzt hier beim Fonds für die Regionalpolitik darstellt. Man wird dann im nächsten und im übernächsten Jahr wieder die gleichen Gründe anführen, weshalb es jetzt gerade nicht nötig sei, diesen Fonds zu speisen. Es wird sich immer eine Mehrheit finden lassen, um dieses Minderheitsanliegen zur Regionalpolitik zu überstimmen, bzw. eine Mehrheit dafür finden lassen, gerade in diesem Fonds die notwendigen Einlagen nicht zu machen. Ich sehe die Gefahr also eher in der langfristigen Wirkung. Nehmen Sie diese Mittel den Bereichen dann wieder weg, die jetzt von diesen 25 Millionen Franken profitieren?

Deshalb bitte auch ich Sie, dem Minderheitsantrag Rieder zu folgen.

**Keller-Sutter Karin, Bundesrätin:** Dieser Antrag hat zwei Seiten. Es wurde bereits erwähnt, dass Sie in der Herbstsession die Botschaft zur Standortförderung 2024–2027 beraten haben. Darin enthalten war auch der Bundesbeschluss über den Zahlungsrahmen für Einlagen in den Fonds für Regionalentwicklung in den Jahren 2024–2031 im Umfang von rund 217 Millionen Franken. Der im Voranschlag 2024 und in den Finanzplänen budgetierte Betrag basiert auf diesen Beschlüssen. Das haben Sie im September so entschieden. Und jetzt kommt die Finanzkommission und möchte diesem Fonds für den Voranschlag 2024 25 Millionen Franken entnehmen. Das macht sie – ich glaube, es wurde nicht gesagt, aber das muss man wissen –, weil sie damit die Aufstockung in der Landwirtschaft kompensieren will.

Dieser Antrag ist etwas zweischneidig, auch für den Bundesrat. Wir hatten auf der einen Seite eine Vorlage, die Sie gutgeheissen haben. Darauf gestützt haben wir auch die Budgetierung gemacht. Auf der anderen Seite haben die Finanzkommissionen beider Räte eine Übersicht über sämtliche Fonds verlangt sowie über die Möglichkeit, Geld aus diesen Fonds zu entnehmen. Diese haben wir Ihnen erstellt. Darin enthalten war der Fonds für Regionalentwicklung.

Ständerat Stark hat es richtig zitiert: Man kann Geld aus diesem Fonds entnehmen, aber nicht dauerhaft. Man kann das einmal machen. Der Fondsstand, das Fondsvermögen, liegt etwa bei 1 Milliarde Franken, die liquiden Mittel liegen bei 500

AB 2023 S 1053 / BO 2023 E 1053

Millionen Franken. Aufgrund dieser Tatsache wäre es finanzpolitisch möglich, die 25 Millionen Franken ohne Abstriche an den Programmen zu entnehmen. Aber der Fonds muss einen gewissen Werterhalt haben, d. h., man kann das nicht jedes Jahr machen.

Es wurde gesagt, auch andere Fonds sollten berücksichtigt werden. In der Übersicht über diese Fonds war auch der Bahninfrastrukturfonds (BIF) enthalten. Für den Voranschlag 2024 ist eine Entnahme aus dem BIF vorgesehen. Ständerat Hegglin hat die Arbeitslosenversicherung angesprochen. Das Entlastungspaket 2025 kommt, wir haben die Vernehmlassung dazu durchgeführt. Wir werden auch eine Entnahme aus der Arbeitslosenversicherung beantragen, nachdem der Bundesrat während der Corona-Phase dort 16 Milliarden Franken



selber aufgewendet hat. Das wird kommen. Aber es ist natürlich nicht so, dass jetzt einfach alle Fonds so gut gefüllt wären und so viele Mittel zur Verfügung hätten, dass man sie einfach so verwenden kann. Sie kompensieren hier eigentlich die Anträge, die noch kommen werden, die Aufstockungen in der Landwirtschaft. Wenn diese Kompensation nicht erfolgen würde, dann wäre nach meiner Kopfrechnung die Schuldenbremse nicht mehr eingehalten. Sie entscheiden.

*Pos. 704.A231.0192*

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

*Pos. 704.A231.0208*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6176)

Für den Antrag der Minderheit ... 26 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 19 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Pos. 704.A235.0101*

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: La majorité de la commission propose de passer de 35 millions de francs à 25 millions, donc de réduire le montant de 10 millions par rapport à la proposition du Conseil fédéral. Pour rappel, ce montant est destiné au Sifem, donc au fonds destiné à des investissements dans les pays en développement. Sur les 35 millions de francs, 25 millions ont déjà été attribués. La commission propose de s'en tenir aux projets déjà attribués pour l'année 2024.

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Ich möchte Sie bitten, hier dem Bundesrat zu folgen. Der Wirtschaftsminister hat Ihnen in der Kommission erklärt, dass sich die Sifem als wichtiges Instrument etabliert hat, um den Privatsektor und das Unternehmertum in Entwicklungs- und Schwellenländern zu stärken. Dieser Umstand zeigt sich auch in der Beratung des Sifem-Gesetzes, das im Parlament breite Unterstützung erfährt. Der Bundesrat hat deshalb am 4. Mai 2022 beschlossen, das Kapital der Sifem AG um insgesamt 60 Millionen Franken aufzustocken. Diese Kapitalaufstockung soll über zwei Jahre umgesetzt werden. Auf diese Weise kann die Sifem ihr Investitionsvolumen von heute rund 100 Millionen Franken auf 130 Millionen Franken pro Jahr anheben. Es geht hier um Investitionen in der Ukraine, es geht aber auch um die Klimafinanzierung und um die am wenigsten entwickelten Länder, die hier unterstützt werden sollen. Die Kapitalerhöhung ist Teil der für die internationale Zusammenarbeit vorgesehenen Ausgaben der IZA-Botschaft, also für die Planperiode 2021–2024, und die Mittel wurden SECO-intern aus dem Voranschlagskredit für die wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit verschoben.

Ich bitte Sie deshalb, hier dem Bundesrat zu folgen.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6177)

Für den Antrag der Kommission ... 26 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 12 Stimmen

(3 Enthaltungen)

*708 Bundesamt für Landwirtschaft*

*708 Office fédéral de l'agriculture*

*Antrag der Mehrheit*

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

A231.0228 Pflanzen- und Tierzucht

Fr. 44 328 400

A231.0229 Qualitäts- und Absatzförderung

Fr. 70 549 900



A231.0232 Beihilfen Pflanzenbau

Fr. 73 099 400

A231.0234 Direktzahlungen Landwirtschaft

Fr. 2 784 618 100

Z0022.05/A231.0224/A231.0228/A235.0102/A235.0103/A236.0105 Produktionsgrundlagen 2022–2025

Fr. 7 800 000

Z0023.05/A231.0229/A231.0230/A231.0231/A231.0232/A231.0382 Produktion und Absatz 2022–2025

Fr. 16 400 000

*Antrag der Minderheit*

(Stark, Hegglin Peter, Reichmuth, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Fr. 76 153 100

*Antrag der Minderheit*

(Stark, Friedli Esther, Hegglin Peter, Knecht, Reichmuth)

A231.0234 Direktzahlungen Landwirtschaft

Fr. 2 812 039 500

*Proposition de la majorité*

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

A231.0228 Sélection végétale et animale

Fr. 44 328 400

A231.0229 Promotion de la qualité et des ventes

Fr. 70 549 900

A231.0232 Aides à la production végétale

Fr. 73 099 400

A231.0234 Paiements directs versés dans l'agriculture

Fr. 2 784 618 100

Z0022.05/A231.0224/A231.0228/A235.0102/A235.0103/A236.0105 Bases de production 2022–2025

Fr. 7 800 000

Z0023.05/A231.0229/A231.0230/A231.0231/A231.0232/A231.0382 Production et ventes 2022–2025

Fr. 16 400 000

*Proposition de la minorité*

(Stark, Hegglin Peter, Reichmuth, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Fr. 76 153 100

*Proposition de la minorité*

(Stark, Friedli Esther, Hegglin Peter, Knecht, Reichmuth)

A231.0234 Paiements directs versés dans l'agriculture

Fr. 2 812 039 500

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: Je reviens sur deux postes de cet office, à savoir "Aides à la production végétale" et "Paiements directs versés dans l'agriculture", qui représentent l'augmentation la plus conséquente de cet office. Concernant la production végétale, la question de la coupe transversale est particulièrement conséquente, d'une part, en raison de l'augmentation de la demande du produit, c'est-à-dire le sucre, et, d'autre part, en raison de l'augmentation des surfaces qui a été constatée entre 2022 et 2023. Cette dernière est d'environ 3 à 3,5 pour cent. Cela signifie que si nous réduisons ce budget ou que nous y appliquons la

AB 2023 S 1054 / BO 2023 E 1054

coupe transversale, cela risque d'avoir une conséquence directe sur le revenu par hectare. Avec l'augmentation



de 2 millions de francs supplémentaires proposée par la commission de notre conseil, nous arriverions justement à éviter cette réduction par hectare. C'est ce qu'a voulu éviter la Commission des finances en proposant une augmentation de 2 millions de francs des aides à la production végétale.

Je passe assez rapidement aux paiements directs, car je ne doute pas qu'une discussion aura lieu à ce sujet. Je rappelle que la voix de la majorité de la commission est claire: elle souhaite une augmentation du budget des paiements directs, qui ont également été réduits par la coupe transversale de 2 pour cent. Je rappelle que cet office n'a pas connu d'augmentation ces dernières années, contrairement à d'autres dépenses à l'échelle de la Confédération. Si on en croit les chiffres de 2021, le revenu agricole se situait proche, mais en dessous, de 60 000 francs par unité de main-d'oeuvre familiale. Une diminution des paiements directs représenterait également une diminution du revenu des familles paysannes. La commission était partagée. Deux propositions ont été faites: compenser intégralement et augmenter le budget des paiements directs de 54,8 millions de francs ou compenser de moitié et augmenter le budget de 27,4 millions. A la fin du traitement, une courte majorité s'est positionnée pour augmenter de moitié, de 27,4 millions. Nous avons une divergence avec la commission du Conseil national, qui opte pour une compensation intégrale de 54,8 millions.

**Stark Jakob (V, TG):** Dieser Antrag schlägt vor, den Funktionsaufwand im Bundesamt für Landwirtschaft um 1,1 Millionen Franken zu erhöhen. Er sieht 0,5 Millionen Franken für die Erhöhung der Sach- und Betriebsausgaben und 0,6 Millionen Franken für die Erhöhung der Personalausgaben vor.

Worum geht es? Es geht darum, dass die Globalisierung und der Klimawandel dazu führen, dass sich in der Schweiz immer mehr neue Schädlinge auszubreiten drohen. Sie können sich an den Japankäfer erinnern, den man am Flughafen Zürich einfangen wollte. Ich weiss gar nicht, wie das ausgegangen ist. Die Kirschessigfliege bedroht unsere Kirschenkulturen und unsere Rebenkulturen, die Asiatische Hornisse unsere Bienenvölker usw. Diese Schädlinge nehmen zu. Die Verbreitung solcher Schadorganismen hat zwischen 2016 und 2023 um das Fünffache zugenommen. Damit das Bundesamt für Landwirtschaft die nötigen Vorsorge- und Bekämpfungsmassnahmen ergreifen kann, ist die beantragte Mittelaufstockung notwendig. Nur so kann meiner Meinung nach langfristig hoher Schaden für die ganze Pflanzenwelt, insbesondere aber für den Gartenbau, für unsere Gärten und die Landwirtschaft, abgewendet werden. Ich möchte Ihnen beliebt machen: Wehret den Anfängen, denn später wird das richtig teuer und unangenehm!

Deshalb bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit zu unterstützen.

**Keller-Sutter Karin, Bundesrätin:** Ich möchte Sie bitten, bei sämtlichen Positionen bei den Anträgen des Bundesrates zu bleiben. Der Bundesrat hat, um den Vorgaben der Schuldenbremse gerecht zu werden, über sämtliche Bereiche eine Querschnittkürzung von 2 Prozent für den Voranschlag 2024 entschieden.

Fairerweise muss man hier sagen, dass die Landwirtschaft der Bereich ist – wenn man ihn mit anderen Bereichen im Staat vergleicht –, der nicht gewachsen ist. Das ist tatsächlich so. Aber es ist so, dass man diese 2-Prozent-Querschnittkürzung auf alle Bereiche angewendet hat; die Ausgaben werden sicherlich nicht 2024, aber in den Folgejahren wieder wachsen. Das ist auch in den anderen Bereichen der Fall.

Nun, ich möchte Sie noch bitten, gut zu überlegen, wo Sie Aufstockungen wirklich für nötig befinden. Beispielsweise die Positionen 708.A231.0232, "Beihilfen Pflanzenbau", und 708.A231.0229, "Qualitäts- und Absatzförderung", hatten in der Rechnung 2022 Kreditreste von 11 bzw. 9 Prozent. Aus Sicht des Bundesrates kann man hier darauf verzichten, Aufstockungen vorzunehmen, weil bereits heute genügend Mittel zur Verfügung stehen, auch in den Kreditresten.

*Pos. 708.A200.0001*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6178)

Für den Antrag der Minderheit ... 31 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 10 Stimmen

(0 Enthaltungen)



Pos. 708.A231.0228

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6179)

Für den Antrag der Mehrheit ... 35 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 5 Stimmen

(1 Enthaltung)

Pos. 708.A231.0229

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6180)

Für den Antrag der Mehrheit ... 37 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 6 Stimmen

(1 Enthaltung)

Pos. 708.A231.0232

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6181)

Für den Antrag der Mehrheit ... 39 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 4 Stimmen

(1 Enthaltung)

Pos. 708.A231.0234

**Stark Jakob (V, TG):** Bei den Direktzahlungen an die Landwirtschaft soll, so die Bundesrätin, keine Wachstumskürzung vorgenommen werden. Vielmehr ist es eine echte Kürzung. Das Zweite, das Sie einfach wissen müssen, ist, dass Direktzahlungen keine normale Sachausgabe sind. Direktzahlungen sind eigentlich Einkommen.

Ich möchte Ihnen vier Gründe nennen, weshalb die Minderheit beantragt, die Direktzahlungen auf dem Niveau des Jahres 2023 zu bewilligen. Damit käme es also nicht zu einem Zuwachs der Ausgaben, es würde einfach der Status quo beibehalten.

1. Die Ausgaben des Bundes für Landwirtschaft und Ernährung sind seit zwanzig Jahren konstant bei rund 3,7 Milliarden Franken. Es gibt hier kein Wachstum. Wie ich gesagt habe: Hier geht es darum, dass diese Kürzung eine echte Kürzung bedeuten würde und nicht eine Begrenzung von Wachstum.

2. Das landwirtschaftliche Einkommen ist halt immer noch sehr weit unter dem Vergleichseinkommen. Rechnet man den Stundenlohn aus, ergibt das einen Wert von rund 17 Franken pro Stunde. Zudem zeigt die Statistik, dass das landwirtschaftliche Einkommen 2022 um 1,3 Prozent zurückgegangen ist. Das ist vor allem darauf zurückzuführen, dass die Produktionskosten mit der Inflation, mit der Teuerung eben, angestiegen sind.

3. Die Anforderungen an die landwirtschaftliche Produktion sind in den letzten Jahren gestiegen. Man erwartet mehr, dies in Bezug auf den Stickstoffeintrag, die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln usw. Die Anforderungen steigen. Die Bauernfamilien – das muss man anerkennen – konnten den Wert der landwirtschaftlichen Produktion trotz Rückgangs der Fläche und trotz höherer Produktionsanforderungen konstant halten.

4. Das ist für mich eigentlich das wichtigste Argument: Die Direktzahlungen sind kaum mit anderen Ausgaben zu vergleichen, weil sie direktes landwirtschaftliches Einkommen darstellen und sozusagen einer Lohnzahlung entsprechen. Wie Sie wissen, wird in sämtlichen Branchen in Zeiten von Teuerung ohne Weiteres ein Teuerungsausgleich gewährt. Mit dem vorliegenden Antrag der Kommissionsmehrheit wird auf einen Teuerungsausgleich verzichtet. Dass aber zusätzlich zum Verzicht auf einen Teuerungsausgleich noch eine Kürzung um 1 oder 2 Prozent erfolgen soll, ist eben nicht

AB 2023 S 1055 / BO 2023 E 1055

nachvollziehbar. Das wäre meines Erachtens gegenüber der Landwirtschaft unverhältnismässig hart. Ich bitte Sie deshalb, die Direktzahlungen auf dem Niveau von 2023 zu belassen und den Antrag der Minderheit zu unterstützen.



**Ettlin** Erich (M-E, OW): Was Herr Stark sagt, stimmt natürlich: Es ist ein sensibler Betrag, es sind Beiträge an die Landwirtinnen und Landwirte, weshalb sie auch Direktzahlungen heissen. Das ist uns absolut bewusst. Nur: Wir kratzen hier an der Schuldenbremse. Wir halten sie vielleicht noch ein, wenn man den Landwirten nicht die ganzen 2 Prozent streicht. 2 Prozent weniger wären gut 50 Millionen weniger als im vorherigen Voranschlag. Die Mehrheit Ihrer Kommission – der entsprechende Antrag kommt aus der Subkommission 2 – sieht dagegen nur rund 25 Millionen weniger Ausgaben vor. Das ist die Hälfte der geplanten Kürzung – ein Kompromiss.

Wie ist dieser Kompromiss entstanden? Wir haben in der Subkommission nachgefragt, ob die Direktzahlungsbeiträge immer ausbezahlt worden sind. Die Verwaltung sagte: "Ja, bis auf den letzten Franken." Sie sind also immer ausbezahlt worden; das ist die Grundvoraussetzung. Dann haben wir gefragt, um wie viel die Anzahl landwirtschaftlicher Betriebe, die sich ja reduziert, pro Jahr zurückgeht. Sie geht um ungefähr 1,2 Prozent zurück. Es gibt also weniger Betriebe, die gleich viel erhalten. Nach einer einfachen "Milchbüechli-Rechnung" würde das heissen, dass die verbleibenden Betriebe mehr bekommen. Und das ist so. Es ist uns aber bewusst, dass die Rechnung nicht so einfach ist, weil ja nicht für die Betriebe, sondern für die Fläche bezahlt wird. Die Fläche bleibt praktisch gleich, sie nimmt nur ein wenig ab. Aber trotzdem haben wir gesagt: Jetzt müsste man eigentlich versuchen, diesen gleichbleibenden Betrag – jetzt wären es plus 25 Millionen Franken, die das eine Prozent ausgleichen würden – so zu verteilen, dass die einzelnen Bauernfamilien nichts spüren. Das wäre dann die Herausforderung.

Es wäre ein Versuch mit einer Mittellösung, um die Schuldenbremse einzuhalten. Wir haben jetzt nicht viel dafür getan, die Schuldenbremse einzuhalten – wir kratzen an ihr, die Frau Bundesrätin hat das auch gesagt. Wir haben das Ende also noch nicht erreicht. Es wäre eine Möglichkeit für eine Zwischenlösung; das hat die Mehrheit Ihrer Kommission angestrebt. Das wollte ich Ihnen einfach noch darlegen.

**Hegglin** Peter (M-E, ZG): Bevor wir zur Abstimmung schreiten, ist es noch wichtig, zu wissen, was es heisst, der Mehrheit oder der Minderheit zu folgen. Ich vertrete die Minderheit und beantrage Ihnen, auch die Direktzahlungen auf der gleichen Höhe wie letztes Jahr zu belassen. Das würde gegenüber dem bundesrätlichen Entwurf ein Plus von 54,8 Millionen Franken bedeuten. Wenn die Ratsmehrheit das so beschliesst, könnte man die Schuldenbremse nicht mehr einhalten. Wir haben vorhin mit dem Antrag Würth beschlossen, den Spielraum um 30 Millionen Franken zu erhöhen, bei der Regionalpolitik haben wir den Spielraum wieder um 24,9 Millionen Franken eingeschränkt. Damit gibt es noch einen Spielraum von 14,8 Millionen Franken. Wenn Sie der Minderheit folgen, könnte die Schuldenbremse um 12,6 Millionen Franken nicht mehr eingehalten werden. Das ist meine Rechnung. Ich weiss nicht, ob die Frau Bundesrätin auf die gleichen Zahlen kommt.

Wir könnten die Schuldenbremse minim nicht einhalten. Was hätte das jetzt zur Folge? Heute machen wir die Beratung, später gibt es eine Gesamtabstimmung. Können wir in der Gesamtabstimmung Ja sagen? Was passiert mit diesen mindestens 12,6 Millionen Franken, die fehlen? Es gibt ja noch die Differenzbereinigungen zwischen den Räten, das Geschäft geht zwischen den Räten hin und her, bis – davon bin ich überzeugt – die Schuldenbremse dann eingehalten wird. Aber was heisst das für uns heute, wenn wir Ja sagen? Ich hätte von der Sitzungsleitung oder von Martina Buol dazu gerne eine Ausführung. Gäbe es eine Kreditsperre im Umfang von diesen 12,6 Millionen Franken, bis die Schuldenbremse wieder eingehalten wird und der Voranschlag für das nächste Jahr freigegeben wird? Ich glaube, es ist für den Rat wichtig, zu wissen, welcher Entscheid welche Folgen hat.

Ich vertrete die Minderheit und empfehle Ihnen, diesen Weg zu beschreiten.

**Salzmann** Werner (V, BE): Ja, Kollege Ettlin, Sie haben recht: Es gibt immer weniger Betriebe. Aber haben Sie auch die Entwicklung der landwirtschaftlichen Einkommen angesehen? Sie sind nicht gestiegen, im Gegenteil. Jede Rationalisierung in der Landwirtschaft hat dazu geführt, dass nicht die Landwirtschaftsbetriebe profitiert haben, sondern andere, entweder der Konsument oder der Zwischenhandel. Das ist die Auswirkung der Agrarpolitik, die wir betrieben haben.

Sie haben vorhin von der Entwicklung im ländlichen Raum gesprochen. Jede Investition in die Landwirtschaftsbetriebe bedeutet eine Investition in die Schmiede, den Gebäudeunterhalt, die Maschinen- und die Viehhändler usw. im ländlichen Raum. Wenn Sie der Landwirtschaft nun Einkommen wegnehmen, und das machen Sie hiermit, gefährden Sie auch diese Entwicklung. Folglich werden keine Investitionen durch die Landwirtschaftsbetriebe mehr getätigt. Es ist also ein Widerspruch. Denn bei der Regionalpolitik haben wir die Einlage gemacht, jedoch ohne Korrektur der Massnahmen, während wir es hier mit einer direkten Massnahmenkorrektur für die Bauern zu tun haben.

Ich bitte Sie daher, unbedingt der Minderheit Stark zuzustimmen.



**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: Si l'on accepte cette proposition de minorité, cela voudrait dire que l'on aura une augmentation des dépenses de 27,4 millions de francs. Malgré les augmentations qu'on a acceptées jusqu'à présent, on ne respecterait alors plus le frein à l'endettement. D'autres éléments viendront par la suite lors du traitement, mais, pour l'instant, aucune autre diminution n'est prévue pour retrouver le niveau du frein à l'endettement. On aurait la possibilité de passer par un blocage des crédits et donc de valider, par exemple, la proposition de la minorité de la commission. On se retrouverait alors en dessous de ce que le frein à l'endettement nous permet de faire. Comme je l'ai dit en introduction lors de la présentation du budget, on donnerait alors pour mission au Conseil fédéral de ne pas dépenser l'intégralité du budget non seulement pour cet office, mais aussi pour toutes les dépenses validées. Cela s'appelle un blocage des crédits. Cette proposition serait faite à la suite du traitement du budget. Je la déposerai plutôt à la fin du traitement pour que l'on sache quelle est notre marge de manœuvre définitive.

*Erste Abstimmung – Premier vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6182)

Für den Antrag der Minderheit ... 33 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 12 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Zweite Abstimmung – Deuxième vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6183)

Für den Antrag der Minderheit ... 39 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 0 Stimmen

(5 Enthaltungen)

**Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation****Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication***802 Bundesamt für Verkehr**802 Office fédéral des transports**Antrag der Mehrheit*

A231.0290 Regionaler Personenverkehr

V0294.01/E130.0001/A231.0290 Regionaler Personenverkehr 2022–2025

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

AB 2023 S 1056 / BO 2023 E 1056

*Antrag der Minderheit*

(Rieder, Français, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

A231.0290 Regionaler Personenverkehr

Fr. 1 134 526 100

V0294.01/E130.0001/A231.0290 Regionaler Personenverkehr 2022–2025

Fr. 110 000 000

*Proposition de la majorité*

A231.0290 Transport régional des voyageurs

V0294.01/E130.0001/A231.0290 Transport régional des voyageurs 2022–2025

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition de la minorité*

(Rieder, Français, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

A231.0290 Transport régional des voyageurs

Fr. 1 134 526 100

V0294.01/E130.0001/A231.0290 Transport régional des voyageurs 2022–2025

Fr. 110 000 000





**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: Pour le transport régional des voyageurs, une augmentation de 55 millions de francs a été proposée par la sous-commission. Elle a été refusée en commission par 8 voix contre 5. Lorsque l'on a débuté le traitement de ce budget, une coupe de 132 millions de francs était prévue, qui a été réduite à 55 millions. La commission est consciente du défi posé à la branche par cette coupe transversale. C'est un défi aussi pour la Confédération, qui n'a, malheureusement, aucune marge de manoeuvre dans ce budget. Suite à l'augmentation des dépenses, on ne peut évidemment pas simplement transmettre les dettes aux générations futures. Nous nous devons d'appliquer cette coupe dans tous les départements possibles.

Nous avons également noté, pour le transport régional des voyageurs en particulier, qu'il y avait eu une augmentation des dépenses ces dernières années, contrairement à d'autres domaines où l'on vient d'accepter des augmentations; on vient de l'accepter pour l'agriculture, en expliquant tout de même clairement qu'au niveau de l'agriculture il y avait une certaine constance, ce qui n'est pas le cas dans le domaine du transport régional des voyageurs. De plus, certaines aides ont été attribuées durant la pandémie.

Le fait d'appliquer cette coupe pour l'année 2024 semble donc supportable du point de vue de la Commission des finances, qui vous propose de voter selon le Conseil fédéral.

**Rieder** Beat (M-E, VS): Ich bin mir durchaus im Klaren, dass es den Rahmen dieses Budgets sprengen würde, wenn wir 55 Millionen Franken mehr im regionalen Personenverkehr einsetzen würden. Die Schuldenbremse könnte kaum eingehalten werden. Trotzdem stelle ich als einziges verbleibendes Mitglied der Subkommission 3 der Finanzkommission einen entsprechenden Minderheitsantrag.

Die Subkommission 3 hat etwa die Hälfte des gesamten Bundesbudgets für die Finanzkommission vorzubereiten und hat sich im gesamten Bereich an die Vorgaben des Bundesrates gehalten. Alle Anträge auf Mehrausgaben haben wir abgelehnt, ausser in diesem Punkt. Wieso nicht in diesem Punkt? Wir haben uns durch den Bundesrat, durch das BAV und durch die Branche darüber orientieren lassen, was es hiesse, wenn man hier den Bundesratsantrag annehmen würde. Dann haben wir auch von beiden KVF signalisiert erhalten, dass sich eine weitere Reduktion der Ausgaben im Personenverkehr negativ auswirken würde und durch die Kantone nicht mitgetragen würde.

Ich kann kurz ausführen, wie es dann zu diesen 55 Millionen kam. Anfang des Jahres hat das BAV mit den Offerten der verschiedenen Branchen und der Kantone einen Kassensturz gemacht und festgestellt, dass die Differenz zwischen dem Budget und diesen Offerten 130 Millionen Franken beträgt. Das BAV hat dann in der Folge verlangt, dass die Kantone und die Unternehmen ihre Budgets reduzieren, die Preise anpassen und die Nachfragen berücksichtigen, welche sich allenfalls steigern würden. Die Branche und die Kantone haben diese Arbeit geleistet und sind dann auf eine Differenz von 55 Millionen Franken gekommen, also auf 55 Millionen Franken, welche bei gleichbleibendem Angebot im Budget dieser Branche immer noch fehlen würden.

Wenn wir weitergehen würden, was würde dann passieren? Aufgrund der Rückmeldungen sind wir davon ausgegangen, dass durch die Kantone dann folgende Massnahmen zu treffen wären:

1. Tarifierhöhungen für die Reisenden;
2. Fahrplananpassungen im regionalen Personenverkehr, allenfalls Fahrplanstreichungen;
3. Übernahme der Kosten durch die Kantone, wenn sie schwach frequentierte Routen weiterhin beibehalten wollten.

Wir haben diesen Antrag aufgrund dieser Konsequenzen und aufgrund der Angaben der zuständigen Fachbereichskommissionen gestellt, im Wissen darum, dass eine Annahme dieses Antrages kaum mehr oder nur mit grossen Schwierigkeiten zu kompensieren wäre. Es ist am Rat, darüber zu entscheiden.

**Würth** Benedikt (M-E, SG): Um es vorwegzunehmen: Nach meiner Berechnung liegen wir mit den Beschlüssen, die wir bis jetzt getroffen haben, aktuell 40 Millionen Franken über der Schuldenbremse. Wenn Sie hier dem Antrag der Minderheit Rieder zustimmen, dann sind wir praktisch bei 100 Millionen Franken. Das wäre nicht gerade eine Glanzleistung unseres Rates. Darum, aber nicht nur darum, empfehle ich Ihnen, dem Antrag der Mehrheit zuzustimmen.

Ich mache eine zweite Vorbemerkung: Natürlich bekommt die Finanzkommission aus verschiedenen Sachbereichskommissionen Anträge, Wünsche, Empfehlungen; das ist normal. Wir müssen am Ende aber auch das grosse Ganze im Auge behalten. Jede Budgetposition, jedes Konto in diesem 80-Milliarden-Haushalt hat irgendwo eine Lobby. Das ist auch legitim, das ist Demokratie. Aber schlussendlich müssen die Finanzkommission und wir als Rat versuchen, einen ausgeglichenen Haushalt und ein ausgeglichenes Budget zu bewerkstelligen.

Sie bekommen alle auch die Mails von Litra. Ich schätze Litra sehr, das ist keine Frage. Vielleicht können Sie





in der Mailflut einmal ein solches Mail anklicken. Ich empfehle Ihnen vor allem, das Mail vom 7. November anzuklicken. Warum? Dort sehen Sie sehr einlässliche Daten zum Reporting des dritten Quartals. Es ist eindrücklich, wie sich der Personenverkehr wieder erholt hat. Im Vergleich zum Vorjahresquartal nahm er um 10,7 Prozent zu. Das ist einer der Hauptgründe, wieso zwischen Erstofferte und Zweitofferte – Herr Rieder hat darauf hingewiesen – eine Entlastung stattgefunden hat. Wir reden eben nicht mehr von 132 Millionen Franken, sondern von 55 Millionen Franken. Die Frage der Tarifierhöhung ist allerdings einkalkuliert. Sie ist in der ÖV-Branche schon längststens eingeplant, und diese Tarifierhöhungen finden statt. Das ist klar.

Schauen Sie nun dieses Frequenzwachstum an und das Volumen, das hier zur Disposition steht. Wir reden von 55 Millionen im Verhältnis zu einem Bundesbeitrag von über 1,1 Milliarden Franken, und der Bundesbeitrag ist ja nur die eine Säule, es kommen ja auch die Kantonsbeiträge dazu. Das ist doch eine Zahl, die sich alleine aufgrund der Marktentwicklung kompensieren lässt. Ich komme auch aus der ÖV-Branche und bin persönlich überzeugt, dass sich das Frequenzwachstum weiter positiv entwickeln wird und dass wir 2024 alleine aufgrund der Marktentwicklung diese 55 Millionen Franken kompensieren können.

Wenn das nicht der Fall ist, so muss ich Ihnen sagen, dass es auch in diesem ÖV-System ein gewisses Effizienzsteigerungspotenzial gibt. Das sage ich auch als Vertreter einer grösseren Unternehmung – Sie wissen, dass ich Verwaltungsratspräsident der SOB bin. Zu sagen, es liege hier nichts drin, ist einfach falsch.

Sie haben vielleicht aus den verschiedenen Diskussionen gesehen, dass wir in den vergangenen Jahren in der Branche ein Benchmarking entwickelt haben, in einer ersten Phase die Kantone Aargau, Basel-Landschaft, Bern, Solothurn, St. Gallen, Thurgau und der Verkehrsverbund Luzern. Dieses

#### AB 2023 S 1057 / BO 2023 E 1057

Benchmarking wird jetzt auch auf nationaler Ebene etabliert. Wenn Sie dort die Zahlen anschauen – wir bereinigen dort auch Sonderfaktoren und besondere Produktionsbedingungen –, dann sehen Sie schon, dass die Transportunternehmungen recht unterschiedlich unterwegs sind. Wenn wir hier einen Schritt machen, dann ist das auch ein Auftrag an die Branche, Effizienzsteigerungen zu entwickeln, um mit den verfügbaren Mitteln das bestellte Angebot zu fahren. Das ist absolut legitim, das ist zulässig. Vor diesem Hintergrund ist diese Position der Mehrheit der Finanzkommission auch absolut vertretbar.

Wenn ich die Zuschriften und Voten rund um diesen Antrag und um diese Position anschau bzw. höre, dann kommt es mir gelegentlich vor, als ob wir die Bahnreform der 1990er-Jahre noch nicht vollzogen hätten. Sie können sich vielleicht noch erinnern: Damals war das ÖV-System so aufgestellt, dass die Transportunternehmungen im Prinzip eine Defizitdeckung hatten; sie konnten den Bestellern einfach die Rechnung präsentieren. Mit der Bahnreform in den 1990er-Jahren hat man den Wechsel zu einem Bestellsystem mit Offertverfahren usw. gemacht. Das hat in der Branche gewisse unternehmerische Kräfte freigesetzt, das ist auch richtig so. Wenn man jetzt so tut, als ob diese 55 Millionen Franken einfach alles auf den Kopf stellen würden, dann vergisst man irgendwie, dass wir nicht mehr in der Welt der Defizitdeckung leben, sondern dass Kantone, Bund und Transportunternehmungen eben durchaus eine eigene Verantwortung haben, mit den verfügbaren Mitteln das Angebot zu produzieren.

In diesem Sinne bitte ich Sie, hier der Mehrheit der Kommission zu folgen. Noch einmal: Wenn wir dem Antrag der Minderheit folgen würden, dann wären wir bei praktisch 100 Millionen Franken Defizit gegenüber der Schuldenbremsenvorgabe – das kann es wohl nicht sein.

Ich bitte Sie also, dem Antrag der Mehrheit zu folgen.

**Zopfi Mathias (G, GL):** Ich bitte Sie, hier der Minderheit Rieder zuzustimmen.

Zur Offenlegung der Interessen: Ich bin nicht nur Mitglied der KVF, die dieses Geschäft ebenfalls beraten hat, sondern auch im Verwaltungsrat zweier ÖV-Unternehmen. Natürlich hat alles, wie mein Vorredner gesagt hat, eine Lobby. Aber hier haben wir es mit einer Ausgabe zu tun, die eine sehr breite Wirkung hat, eine sehr breite Wirkung auf sehr viele betroffene Menschen. Weshalb?

Wir haben in der KVF darüber diskutiert, wie sich diese zusätzliche Kürzung konkret auswirken würde – man ist ja, wie bereits mehrfach gesagt wurde, von 130 Millionen Franken auf 55 Millionen Franken runtergekommen. Der Sprecher der Minderheit hat gesagt, was dieser Zusatz konkret bedeuten würde: Man müsste Angebote reduzieren, und man müsste es – auch das haben wir uns versichern lassen – dort machen, wo die Bundesausgaben getätigt werden. Wir haben dazu auch rudimentäre Zahlen erhalten. Im Kanton Zürich bezahlt der Bund ungefähr 20 Prozent, im Kanton Uri, der als Beispiel genannt wurde, bezahlt der Bund 80 Prozent an die ungedeckten Kosten des regionalen Personenverkehrs. Wenn Sie das anschauen, dann wird Ihnen klar, wo die Kürzungen stattfinden werden: Sie werden in den ländlichen, strukturschwachen Regionen stattfinden, wo sowieso nicht jede Viertelstunde oder alle zehn Minuten ein Tram kommt, sondern wo es vielleicht, wenn



es gut geht, einen Stundentakt gibt. Sie werden dort stattfinden, wo Sie vielleicht auch nicht die schönen und etwas feudaler gehaltenen Bahnen wie die Südostbahn vorfinden, sondern Busunternehmen, die bereits sehr eng kalkulieren müssen.

Wenn Sie den Kürzungsantrag annehmen, wird es entweder einen Angebotsabbau geben müssen, oder die strukturschwachen, ländlichen Kantone müssen den Wegfall des Bundesbeitrages mit eigenen Beiträgen auffangen. Ich bin mit Kollege Würth einverstanden, wenn er sagt, die Transportunternehmen seien unterschiedlich unterwegs; das ist so, sie sind unterschiedlich unterwegs. Wenn wir von Effizienzsteigerung sprechen und davon, dass alles eine Lobby hat, nehmen wir aber wieder den von Kollege Engler kritisierten Rasenmäher und fahren drüber, und der Rasenmäher führt dazu, dass genau jene Kantone und Unternehmen am allermeisten betroffen sind, die ihre Aufgaben gemacht haben und die sowieso eng haushalten müssen. Wir kehren nicht vor die Bahnreform zurück und gleichen irgendein Defizit aus. Die Unternehmen machen eine Vollkostenrechnung. Die Offerten der Unternehmen sind der Ausweis dessen, was sie brauchen. Wenn Sie hier diese Kürzung vornehmen, dann ist es unvermeidlich, dass Unternehmen ihre Vollkosten für Linien in ländlichen Kantonen und in strukturschwachen Regionen, die jetzt zu Vollkosten offeriert werden, nicht bezahlt erhalten. Das kann nur bedeuten – ich wiederhole es –, dass die Kantone mehr ausgeben müssen oder das Angebot abgebaut wird.

Das heisst, im Endeffekt würden wir auch etwas gegen die Interessen unserer Bevölkerung tun. Denn meiner Meinung nach sind in unserem Land fast alle ÖV-Nutzer, fast alle von uns sind auch mal in ländlichen Regionen unterwegs. Wir würden, wie es Kollege Würth zu Recht gesagt hat, die Tarife erhöhen, zugleich aber auch die Leistungen empfindlich einschränken. Als Bürgerin oder Bürger bezahlen Sie also mehr, bekämen jedoch weniger dafür. Ich glaube, letztlich müsste man das, wenn schon, symmetrisch machen. Zudem müsste man es auch in strukturstarken Regionen prüfen. Es ist ein bisschen wie beim Votum von Kollege Rieder zur Regionalpolitik: Wir fahren mit dem Rasenmäher vor allem über die ländlichen Gebiete und mähen Dinge nieder, die wir für die Entwicklung dieser Regionen unbedingt brauchen.

Ich bitte Sie deshalb, mit der Minderheit zu stimmen.

**Juillard Charles (M-E, JU):** Je vous invite à suivre la minorité de la commission. Nous avons parlé de lobby: je dois vous indiquer que je suis membre du conseil d'administration des Chemins de fer du Jura. Je crois que ce n'est pas ce lobby que j'aimerais défendre aujourd'hui, en tant que membre de la Commission des transports et des télécommunications, mais le lobby des transports et en particulier des cantons faiblement peuplés. Ce sont ces derniers qui seront les plus touchés, de manière très marquée, si nous soutenons la proposition de la majorité de la commission.

Je vous expose un problème technique: nous sommes au mois de décembre. L'offre 2024 est connue. Elle a été planifiée dès 2022 et elle a été adaptée à deux reprises en fonction des informations données par l'Office fédéral des transports aux différents commanditaires. Ce sont justement ces derniers qui seront les plus touchés, bien davantage que les entreprises. Pourquoi? La commande a été passée par les communes et par les cantons. Les entreprises ont soit adapté leur matériel, soit elles ont de toute manière engagé le personnel. Les coûts fixes prévus aujourd'hui sont bel et bien présents et seront également présents en 2024. Il n'y aura donc pas de volant de manoeuvre afin d'essayer de s'adapter à cette décision que nous prendrions aujourd'hui ou cette semaine dans le cadre du budget avec un effet au 1er janvier 2024.

Le mécanisme de calcul de cette aide – cela a été rappelé – est constitué de deux éléments: l'élément combiné de la capacité financière des cantons, mais aussi et surtout la densité de population dans ces différents cantons. L'objectif des cantons peu peuplés comme celui d'où je viens n'est pas d'installer des bus ou des trains tous les quarts d'heure ou toutes les dix minutes, comme cela est le cas dans les zones les plus peuplées, en particulier dans les villes. C'est de maintenir l'offre, qui a déjà été adaptée, car nous savons également que, même dans des régions peu peuplées, l'offre crée la demande. C'est évident: nous pouvons le montrer avec des chiffres à l'appui.

Cela veut dire que c'est un report de charge sur les cantons. En ce qui concerne les usagers, les entreprises ont adapté leur tarif de 4 pour cent, et ainsi l'utilisateur est déjà appelé à passer à la caisse. Pour faire face à cette décision, qui serait contraire au bon sens, il existe deux solutions: soit on réduit l'offre, mais comment, cela serait extrêmement important; soit il faut compenser. Or, les cantons à forte capacité financière et très peuplés auraient peu à compenser, alors que les cantons les plus faibles et à faible taux de population devraient compenser beaucoup plus. Voici deux cas à titre d'exemples: les Grisons, si on prend la décision de la

AB 2023 S 1058 / BO 2023 E 1058

majorité de la commission, devront compenser 40 millions de francs; si le Jura doit faire face à cet élément, en



matière de compensation, c'est plus 8 millions, soit une augmentation de 66 pour cent par rapport à son budget actuel pour maintenir la même offre; sinon, le Jura devrait réduire l'offre de 50 pour cent. Pour les raisons que j'ai indiquées tout à l'heure, comment voulez-vous que le canton du Jura réduise son offre de 50 pour cent pour le 1er janvier 2024? Qui paiera la différence? Alors peut-être que l'on fera comme en 2023, parce que, et j'y reviendrai aussi, en 2023, un crédit complémentaire de plusieurs dizaines de millions a été voté, qui fausse aussi un peu le calcul par rapport à la présentation précédente.

Il s'agit aussi d'une question de cohérence des politiques publiques. On ne peut pas insister sur le fait de vouloir que les transports publics soient davantage utilisés, par rapport à la voiture, sans donner les moyens auxdits transports publics d'être efficaces. Aussi, ajouter 55 millions de francs, c'est malgré tout réduire de 32 millions par rapport au crédit supplémentaire 2023, qui était de 87 millions. Si l'on parle bien de faire fonctionner le système de blocage des crédits, j'aimerais savoir si l'on se fonde sur le budget ou si l'on se fonde sur le budget auquel les crédits complémentaires des années précédentes ont été additionnés, auquel cas l'on constaterait une diminution de 3 pour cent déjà et non pas de 2 pour cent, comme prévu initialement.

S'il y avait vraiment besoin de compenser, ce qui sera peut-être le cas, il existerait plusieurs solutions: on sait que, lorsque l'on examine les budgets, on examine surtout les dépenses, mais on n'a pas encore parlé, dans cette assemblée, des recettes. Celles-là sont-elles véritablement à la hauteur de ce qui est estimé? Concernant la TVA ou l'impôt fédéral direct, ne pourrait-on pas envisager une augmentation des recettes de la TVA de 25 millions ou de celles de l'impôt fédéral direct de 30 millions? Ou même des deux à la fois, peu importe? On sait bien que budgéter les recettes, en la matière, c'est très volatile et que cela peut aller dans un sens comme dans l'autre.

Une autre solution, pour rester dans le domaine des transports, pourrait être celle de la RPLP: elle alimente notamment le fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF), mais pas seulement; une partie de la RPLP tombe dans les caisses de l'Etat. Pour compenser ces 55 millions, on pourrait tout à fait admettre de diminuer l'alimentation du fonds d'infrastructure ferroviaire qui, comme d'autres fonds cités tout à l'heure, regorge d'argent inutilisé, dont la disponibilité est bel et bien là. Cela n'aurait aucune incidence sur les montants nécessaires, notamment pour financer les projets que nous aurons à traiter la semaine prochaine. On pourrait diminuer l'alimentation du FIF de 55 millions.

Pour toutes ces raisons, je vous invite vraiment à accepter la proposition de la minorité de votre commission, afin de continuer à encourager les transports publics dans les plus petits cantons, dans les cantons les plus faibles et dans les cantons les moins peuplés.

**Würth Benedikt** (M-E, SG): Zur Klarstellung und auch als Replik auf das Votum von Herrn Zopfi: Man muss sich vielleicht schon nochmals vor Augen führen, dass das einfach geltendes Recht ist. Die Verordnung über die Anteile der Kantone an den Abgeltungen und Finanzhilfen im Regionalverkehr (KAV), die Sie erwähnen, hat ja einen bestimmten Schlüssel, der die ländlichen Kantone bei Personen- und Fahrkilometern etwas besserstellt gegenüber den städtischen Kantonen. Das ist ja auch in Ordnung so. Aber das ist dann halt die Wirkung, wenn Sie hier etwas machen.

Handkehrum ist das eben wichtig. Ich habe das ja selbst erlebt in einem Kanton, der ländliche und städtische Regionen kennt. Als ÖV-Direktor musste ich irgendwelche Sparvorgaben umsetzen. Die grossen Volumina haben Sie in den städtischen Gebieten. Und darum ist eben auch das Frequenzwachstum so wichtig. Das hilft Ihnen am Schluss, wenn es darum geht, dass diese Rechnung aufgeht. Und darum habe ich überhaupt kein Verständnis dafür, dass man da eine Stadt-Land-Diskussion hochzieht. Es ist ein hochdynamisches System, das wir hier betreiben. Und ich bin überzeugt, ich sage es nochmals, dass wir das aufgrund der Frequenzentwicklung, die wir im öffentlichen Verkehr haben, am Ende prästieren können.

Was man nicht damit verwechseln darf, und das ist meine zweite Bemerkung, ist das Thema Überangebote und der Wegfall von Abgeltungen des Bundes bei Unterschreitung der minimalen Wirtschaftlichkeit. Das ist ohnehin zu tun, weil das auch gesetzliche Vorschrift ist. Und das ist eigentlich auch einkalkuliert bei diesem Betrag. Das sind insgesamt 25,7 Millionen Franken. Das kommt ohnehin, und das ist auch richtig. Bund und Kantone als Besteller müssen ja irgendwann auch das geltende Recht umsetzen. Wir müssen hier wirklich das Gesamtsystem und die absoluten Kosten anschauen. In den grossen Agglomerationen sind die absoluten Kosten beim ÖV sehr hoch. In den ländlichen Kantonen sind sie viel tiefer, dafür haben sie natürlich einen niedrigeren Kostendeckungsgrad, das ist auch klar.

Aber bitte folgen Sie hier der Mehrheit. Das ist finanzpolitisch zentral und verkehrspolitisch vertretbar.

**Hegglin Peter** (M-E, ZG): Ich möchte noch auf die Zahlen hinweisen. Im Voranschlag sind gemäss dem Entwurf des Bundesrates 1 079 526 100 Franken eingestellt. Wie kommt diese Zahl zustande? Ich habe einleitend



ausgeführt, dass das Budget aufgrund der Ansprüche aus den Regionen und zur Erfüllung sämtlicher Aufgaben und Verpflichtungen erstellt worden ist. Anschliessend gab es eine Querschnittkürzung um 2 Prozent. Das führte dazu, dass der Betrag, der jetzt im Voranschlag 2024 steht, um 0,4 Prozent tiefer ist als der Betrag im Voranschlag 2023; es sind 4,8 Millionen Franken weniger als im Jahr 2023. Die Minderheit Rieder beantragt eine Aufstockung um 55 Millionen Franken. Das ist weit weg von einer Kompensation der Kürzung. Ich hätte mir noch vorstellen können, dass man sagt, man gibt gleich viel wie im Vorjahr. Aber 55 Millionen Franken sind fast 5,5 Prozent mehr als im Vorjahr. Ich meine, das ist einfach weit weg von der Realität. Ich empfehle Ihnen, der Mehrheit zuzustimmen.

**Engler** Stefan (M-E, GR): Ich habe keine Interessenbindungen mehr bekannt zu geben. Ich bin seit Sommer nicht mehr Präsident des Verwaltungsrates der Rhätischen Bahn, kenne aber die Mechanismen in einer Transportunternehmung bzw. die finanziellen Abhängigkeiten und die Risikoverteilung, die da bestehen, ziemlich gut.

Weshalb eignet sich der regionale Personenverkehr schlecht für kurzfristiges Sparen? Einige Gründe wurden dargelegt. Zum einen bedeutet eine Einsparung meistens eine Verlagerung der Kosten auf die Kantone, und diese sind unterschiedlich betroffen, je nachdem, wie hoch der Bundesanteil ist. Kollege Juillard hat ausgezeichnet darlegen können, dass die ländlichen Kantone von solchen Einsparungen viel stärker betroffen sind, weil dort der Anteil des Bundes an der Finanzierung des regionalen Personenverkehrs höher ist. Kantone können das kompensieren, oder sie können es nicht kompensieren. Der Spielraum der ländlichen Kantone ist a priori weniger gross als vielleicht jener eines Mittellandkantons. Die Kantone werden sich also die Frage stellen müssen, ob sie Angebote einschränken, das Angebot schmälern wollen oder nicht.

Es sind eigentlich drei Kostenkomponenten, die bei einer Transportunternehmung vor allem zum Tragen kommen. Die erste ist das Personal. Der Umfang des Personals wird durch das Angebot bestimmt. Je grösser das Angebot ist, desto mehr Personal wird dafür benötigt. Von der Reduktion gemäss Mehrheitsantrag wären auch die Kosten, die durch das Personal verursacht werden, betroffen.

Die zweite Kostenkomponente bilden die Abschreibungen für Fahrzeugerneuerungen. Ganz viele Transportunternehmungen haben in den letzten zehn Jahren enorme Mittel dafür aufgewendet, ihre Flotte zu erneuern, weil das nötig war. Der Fahrgast will mehr Komfort, der Fahrgast will attraktives Rollmaterial. Hier gibt es Versprechen der öffentlichen Hand, diese Abschreibungen jährlich über die Abgeltungen an die Transportunternehmungen mitzufinanzieren. Aus diesem Versprechen kann man nicht von einem Jahr aufs

AB 2023 S 1059 / BO 2023 E 1059

andere aussteigen, indem diese Abschreibungskosten einfach auf die Transportunternehmungen oder auf die Kantone übertragen werden.

Der dritte Grund, weshalb sich kurzfristiges Sparen im regionalen Personenverkehr nicht eignet, liegt in den nicht vorhandenen Reserven. Die Transportunternehmungen waren während der Covid-Krise gezwungen, all ihre Reserven aufzubauchen, bevor staatliche Hilfe gewährt wurde. Die Kassen der Transportunternehmungen sind mehr oder weniger leer. Das ist auch vom System gewollt, weil die Unternehmungen im Bestellverfahren ja keine Gewinne erwirtschaften dürfen, und wenn sie es doch tun, dann fliessen die Gewinne in eine Ausgleichsreserve, und diese wurde während der Covid-Zeit auch aufgebraucht.

Ich möchte Sie hier dringend bitten, dem Antrag der Minderheit Rieder zuzustimmen und nicht das Risiko einzugehen, dass ein attraktives Fahrplanangebot für das ganze Land gefährdet wird. Es wird suggeriert, die Zitrone sei noch nicht ganz ausgepresst und die Transportunternehmungen hätten schon noch Möglichkeiten, noch effizienter zu sein. Meine Erfahrung ist, dass in den letzten fünf Jahren auch diese Unternehmungen lernen mussten, effizient zu haushalten. Ich glaube, gerade im Bereich des Personals liegt nicht mehr viel drin. Im Gegenteil: Viele Unternehmungen leiden darunter, dass sie nicht genügend Personal haben. Genügend Personal zu haben bedeutet auch, attraktive Anstellungsbedingungen offerieren zu können. So gesehen, würde der Antrag der Mehrheit dazu führen, dass eine bereits schwierige Situation noch zusätzlich verschärft würde.

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Ich möchte Sie bitten, hier dem Entwurf des Bundesrates zuzustimmen, und ich denke, dass man das auch getrost machen kann. Man muss sich auch vor Augen führen, dass die Mittel für den regionalen Personenverkehr bereits 2022 und 2023 mit Nachträgen von 97 bzw. 87 Millionen Franken aufgestockt wurden. Das waren Corona-Folgen. Wir müssen aber jetzt auch wieder in eine gewisse Normalität bei der Budgetierung hineinkommen. Ich bin Ständerat Hegglin für seine Rechnung sehr dankbar. Ich hätte es nämlich auch erwähnt: Auf der Grundlage des Budgets 2023 sprechen wir hier von einer Kürzung in Höhe von 0,4 Prozent, und das ist nun wirklich machbar.



Ständerat Würth hat auf den Unterschied zwischen den beiden Beträgen hingewiesen: Das Defizit gegenüber der Schuldenbremse würde mit dem Antrag der Minderheit Rieder doch praktisch verdoppelt, bzw. es ginge um eine Reduzierung um 50 Prozent. Es ist nicht auszuschliessen, dass diese Beträge gar nicht gebraucht werden, wenn sich der Markt erholt, dass wir das Budget aber damit belasten. Dann muss man irgendwo diese 55 Millionen Franken einsparen. Wir haben ja vorhin gehört, dass aufgrund der Beschlüsse, die Sie bis jetzt gefasst haben, die Schuldenbremse nicht eingehalten ist. Hier geht man ja sogar noch weiter. Es geht nicht nur darum, den Voranschlag um 55 Millionen Franken aufzustocken, der Antrag enthält auch eine Aufstockung in Höhe von 55 Millionen Franken für die Finanzplanjahre 2025–2027. Das belastet uns dann wiederum in der Budgetierung, und man wird an einem anderen Ort kürzen müssen.

Ich habe heute Morgen, als wir mit der Debatte begonnen haben, gesagt, dass uns die Einhaltung der Schuldenbremse auch zwingt, Prioritäten zu setzen, und eine solche Priorität kann man hier sicherlich setzen. Ich sehe wirklich keinen Handlungsspielraum mehr – auch aufgrund der Tatsache, dass schon wesentliche Beiträge ausgerichtet wurden.

Bei den Nachträgen für 2023 bitte ich Sie, dem Entwurf des Bundesrates zuzustimmen. Das UVEK hat übrigens mit dem Bundesbeschluss Ib betreffend den Nachtrag II den Auftrag bekommen, mit den Kantonen und mit den Transportunternehmen entsprechende Massnahmen zu prüfen und diese umzusetzen. Mit den Tarifierhöhungen hat dies übrigens nichts zu tun. Die Tarifierhöhungen werden von einer privaten Organisation entschieden, nämlich von der Alliance Swiss Pass. Sie sind schon entschieden. Dort geht es darum, dass es seit 2016, wenn ich das richtig im Kopf habe, keinen Teuerungsausgleich gab. Es wurde in diesen ganzen Jahren keine Teuerung ausgeglichen.

Ich bitte Sie hier, das Budget nicht noch einmal unnötig zu belasten und dem Entwurf des Bundesrates zuzustimmen.

#### *Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6184)

Für den Antrag der Minderheit ... 26 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 18 Stimmen

(0 Enthaltungen)

#### *810 Bundesamt für Umwelt*

*810 Office fédéral de l'environnement*

#### *Antrag der Kommission*

A231.0323 Wildtiere und Jagd

Fr. 11 308 600

V0146.03/A231.0323 Wildtiere, Jagd, Fischerei 2020–2024

Fr. 4 000 000

#### *Proposition de la commission*

A231.0323 Animaux sauvages et chasse

Fr. 11 308 600

V0146.03/A231.0323 Animaux sauvages, chasse et pêche 2020–2024

Fr. 4 000 000

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: Quand on parle des animaux sauvages et de la chasse, on parle en particulier du loup. La réalité dans les alpages exige une cohabitation un peu particulière avec la présence du loup. Dans l'attente de la loi révisée sur la chasse, on vous propose de ne pas réduire les montants attribués, notamment pour compenser la charge financière nécessaire à la protection des troupeaux.

A cet endroit, on vous propose d'augmenter de 4 millions de francs, c'est-à-dire de ne pas réaliser la coupe transversale.

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Die Mittel für den Herdenschutz wurden bereits im Voranschlag 2023 um 4 Millionen Franken für weitere wirksame Massnahmen der Kantone aufgestockt. Das sind also Massnahmen, die durch die Kantone getroffen und durch den Bund finanziert werden. Diese Massnahmen werden vom Bund zu 80 Prozent subventioniert. Mit dem Nachtrag II beantragt die Finanzkommission eine weitere Aufstockung um 3 Millionen Franken. Mit dem vorliegenden Antrag soll der Kredit im Voranschlag 2024 um 7 Millionen Franken erhöht und die Aufstockung in den Finanzplanjahren weitergeführt werden.



Man muss aber hier berücksichtigen, dass in der Zwischenzeit das Jagdgesetz revidiert wurde. Der Abschuss von Wölfen ist seit dem 1. Juli 2023 erleichtert. Das UVEK erwartet, dass die Schäden dadurch deutlich sinken werden.

Ich bitte Sie deshalb, hier beim Herdenschutz bei der Fassung des Bundesrates zu bleiben.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6185)

Für den Antrag der Kommission ... 36 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 7 Stimmen

(0 Enthaltungen)

**2. Bundesbeschluss la über den Voranschlag für das Jahr 2024**

**2. Arrêté fédéral la concernant le budget pour l'année 2024**

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

AB 2023 S 1060 / BO 2023 E 1060

**Titre et préambule**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 1**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 2*

...

a. ... 83 823 218 100 Franken;

b. ... 83 532 622 400 Franken;

(Nachmeldung des Bundesrates vom 29. September 2023)

c. ... -290 595 700 Franken.

**Art. 1**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 2*

...

a. ... 83 823 218 100 francs;

b. ... 532 622 400 francs;

(Annonce tardive du Conseil fédéral du 29 septembre 2023)

c. ... -290 595 700 francs.

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: On a de nouveaux chiffres dans les comptes de résultat suite aux augmentations que l'on a validées. On a donc des charges qui s'élèvent, suite à notre traitement, à 83 904 193 600 francs et un résultat annuel négatif de 371 571 200 francs.





*Angenommen – Adopté*

**Art. 2**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 2*

...

a. ... 10 525 356 400 Franken;

b. ...

c. ... 9 490 721 800 Franken.

**Art. 2**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 2*

...

a. ... 10 525 356 400 francs;

b. ...

c. ... 9 490 721 800 francs.

*Angenommen – Adopté*

**Art. 3**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

... von 83 341 465 998 Franken ...

(Nachmeldung des Bundesrates vom 29. September 2023)

*Abs. 2*

... auf 89 699 818 198 Franken erhöht.

(Nachmeldung des Bundesrates vom 29. September 2023)

*Abs. 3*

... auf 89 685 068 500 Franken ... um 14 749 698 Franken.

**Art. 3**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

... de 83 341 465 998 francs.

(Annonce tardive du Conseil fédéral du 29 septembre 2023)

*Al. 2*

... atteignant ainsi 89 699 818 198 francs.

(Annonce tardive du Conseil fédéral du 29 septembre 2023)

*Al. 3*

... à 89 685 068 500 francs ... de 14 749 698 francs ...

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: Des dépenses totales figurent désormais au compte de résultats, qui s'élève à 89 766 044 000 francs. Elles sont supérieures au plafond des dépenses autorisées de 66 225 802 francs fixé à l'alinéa 2.

*Angenommen – Adopté*



*Ausserordentlicher Zahlungsbedarf  
Besoins financiers extraordinaires*

*Abstimmung – Vote*  
(namentlich – nominatif; 23.041/6186)  
Für Annahme der Ausgabe ... 40 Stimmen  
Dagegen ... 1 Stimme  
(3 Enthaltungen)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht  
La majorité qualifiée est acquise*

**Art. 2bis**

*Antrag Gapany*

*Titel*

Kreditsperre

*Abs. 1*

Die nach den Artikeln 1 und 2 bewilligten Aufwände und Investitionsausgaben (Voranschlagkredite) werden gestützt auf Artikel 37a des Finanzhaushaltgesetzes vom 7. Oktober 2005 im Umfang von XXX Millionen Franken gesperrt.

*Abs. 2*

Die Einzelheiten der Kreditsperrung sind im Anhang 1 geregelt.

**Art. 2bis**

*Proposition Gapany*

*Titre*

Blocage des crédits

*Al. 1*

Les charges et les dépenses d'investissement (crédits budgétaires) autorisées en vertu des articles 1 et 2 sont bloquées, sur la base de l'article 37a de la loi du 7 octobre 2005 sur les finances de la Confédération, à hauteur de XXX (le montant définitif sera annoncé par oral par la rapporteuse) millions de francs.

*Al. 2*

Les modalités du blocage des crédits sont précisées dans l'annexe 1.

**Anhang 1 – Annexe 1**

*Antrag Gapany*

*Art. 2bis*

Die Kreditsperre wird anteilmässig bei allen Departementen, Behörden und Gerichten sowie der Eidgenössischen Finanzkontrolle vollzogen, und zwar proportional bei den Eigen- und Transferausgaben.

Von der Kreditsperre ausgenommen sind die stark gebundenen Ausgaben.

*Proposition Gapany*

*Art. 2bis*

Le blocage des crédits est appliqué de manière proportionnelle à tous les départements, autorités et tribunaux ainsi qu'au Contrôle fédéral des finances, et ce au prorata des dépenses propres et des dépenses de transfert. Les dépenses fortement liées sont exemptées du blocage des crédits.

AB 2023 S 1061 / BO 2023 E 1061

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: Je dépose ma proposition – vous avez tous dû la recevoir. Je vous avais dit au début du traitement du budget 2024 que si l'on arrivait à un budget qui ne respectait pas le frein à l'endettement, on aurait différentes possibilités. A ce stade de traitement par notre conseil, la possibilité la plus raisonnable est de vous proposer de procéder à un blocage des crédits. Pour rappel, on ne respecte pas le frein à l'endettement: les dépenses validées aujourd'hui sont supérieures au plafond prévu de plus de





66 millions de francs. On avait, au début du traitement, une marge de 14 millions. On est désormais à moins 66 millions. Cela s'est déjà fait lors de précédents exercices, notamment à la suite de l'entrée en vigueur du frein à l'endettement. Cet outil a été utilisé par le passé, il y a bien quelques années, d'où cette proposition consistant à donner mandat au Conseil fédéral de respecter à la fin de l'exercice le frein à l'endettement, c'est-à-dire de ne pas tout dépenser.

Au-delà des dépenses, un blocage des crédits est appliqué de manière proportionnelle à tous les départements, autorités et tribunaux, ainsi qu'au Contrôle fédéral des finances, cela au prorata des dépenses propres et des dépenses de transfert. Il est également précisé – il est important de le dire à ce stade – que certaines dépenses ne sont pas concernées. C'est notamment le cas des dépenses fortement liées; on pense à la part des recettes fédérales, notamment ce que l'on reverse aux cantons, on pense aux contributions aux assurances sociales, aux intérêts passifs, comme aux contributions obligatoires aux organisations internationales qui sont exemptées de ce blocage de crédits. On devrait, à mon sens, également exclure le blocage de crédits sur les Services du Parlement, puisque l'on a déjà imposé une coupe de 2 pour cent en plus de l'absence de croissance de ces dernières années. Aujourd'hui, à la suite du traitement du budget par le Parlement, il s'agit de la seule entité administrative où l'on a appliqué une coupe alors qu'elle n'a pas connu de croissance ces dernières années. Logiquement, si l'on voulait éviter une coupe trop importante ou ingérable pour les Services du Parlement, il faudrait procéder ainsi.

J'aimerais préciser qu'il s'agit d'une proposition loin d'être idéale. La Commission des finances avait travaillé de sorte à éviter ce genre de situation et à avoir une marge de manoeuvre, pour ne pas devoir transmettre cette responsabilité au Conseil fédéral. Il s'agit de la seule option que l'on a sur la table et qui est raisonnable sans augmenter les charges, sans augmenter notamment la TVA, sans augmenter les impôts, pour pouvoir respecter le frein à l'endettement. En cas de refus de cette proposition, ce qui est aussi une option, cela signifierait que l'on voterait un budget non conforme au frein à l'endettement.

**Sommaruga** Carlo (S, GE): Il y a un certain nombre de difficultés concernant ce budget, ce que je comprends bien. Mais ce qui est surtout à l'origine de ces difficultés, c'est le système du frein à l'endettement. Nous aurons tout à l'heure aussi l'occasion d'en discuter au moment de l'examen de la motion Salzmann 23.3843, mais c'est effectivement ce mécanisme qui donne un corset aux finances, alors que l'on a des besoins qui sont bien présents. Je crois qu'à ce stade de la discussion je ne vois pas l'utilité de voter sur cette proposition. Je comprends que cette proposition puisse intervenir ultérieurement, mais à ce stade, comme cela a été évoqué au cours des débats, il y a aussi la possibilité de réexaminer la question des encaissements au niveau des impôts, qu'il s'agisse de la TVA ou de l'impôt fédéral direct. Il faut voir ce qui résulte du processus de navette lors du traitement du budget avant de prendre une telle mesure, qui est une mesure draconienne. A ce stade, elle ne se justifie pas.

Je vous propose donc de rejeter la proposition.

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: J'aimerais juste mentionner un élément par rapport à cette proposition, qui revient à refuser un blocage de crédits et donc à remettre en question le frein à l'endettement: j'aimerais quand même rappeler – pas seulement avec ma casquette de présidente de la Commission des finances, mais aussi en tant que parlementaire – que ce qui nous a permis d'intervenir durant la pandémie et de faire de telles dépenses – et qui ne peut donc être qualifié de problème du frein à l'endettement – était bien la solution du frein à l'endettement, qui avait été appliquée durant des années.

Je vous recommande vraiment de soutenir cette proposition, quand bien même on aura la possibilité, en cas d'urgence, d'intervenir encore une fois par des dépenses extraordinaires si c'est nécessaire. On a vu dans le cadre du traitement de ce budget que, lorsque le budget fédéral est extrêmement serré, des augmentations sont encore nécessaires: il y a des besoins dans les régions, il y a des besoins dans certains départements. Or, ce qui nous permet de répondre à ces besoins aujourd'hui, c'est justement le fait qu'on ait encore les fonds pour ce faire.

Quant à la question relative aux impôts, ce n'est en tout cas pas le moment aujourd'hui d'augmenter les impôts, lorsque l'on voit la situation de la population et de l'économie; on est justement dans cette situation dans laquelle l'Etat doit se retenir un peu et permettre à l'économie et à la population de mieux s'en sortir.

Je vous propose donc d'accepter ce blocage et de respecter ainsi indirectement le système du frein à l'endettement.

**Juillard** Charles (M-E, JU): J'aimerais préciser un élément qui aurait pu être mal compris dans mes propos précédents. Il n'a jamais été question d'augmenter ni les impôts ni la TVA, mais tout simplement de se poser la question de l'évaluation faite par l'administration fédérale et le Conseil fédéral sur les montants qui pourraient



être encaissés. Je rappelle que, dans une vie antérieure, j'ai été, pendant treize ans, ministre des finances. Nous savons à quel point ces éléments peuvent fluctuer, dans un sens comme dans l'autre. Cependant, historiquement, si nous regardons du côté de la Confédération, nous voyons que les recettes sont souvent plus importantes au moment de faire les comptes qu'au moment où est établi le budget. Ce n'est pas toujours le cas dans les cantons; je tiens à calmer tout de suite la joie de certains. Il existe peut-être une marge de manoeuvre. L'idée n'est pas du tout d'augmenter les impôts ou d'augmenter la TVA, mais de considérer cette marge de manoeuvre dans l'évaluation qui est faite: sur les 66 millions de francs, ce sont 33 millions d'impôt fédéral direct et 33 millions de TVA. Sur des montants aussi importants prévus au budget, cela m'étonnerait que nous n'arrivions pas à trouver une solution sans devoir passer par le blocage des crédits.

**Hegglin** Peter (M-E, ZG): Ich empfehle Ihnen wärmstens, dem Antrag Gapany zuzustimmen; Frau Johanna Gapany ist ja Präsidentin unserer Finanzkommission. In erster Lesung haben wir heute den Voranschlag 2024 beraten und sind zu einem Resultat gekommen, das noch nicht schuldenbremsenkonform ist. Wir sind aber noch nicht am Ende des Beratungsprozesses: Der Nationalrat folgt noch mit seiner Beratung. Wir kennen das Ergebnis noch nicht. Es wird anschliessend Differenzbereinigungen geben, allenfalls noch eine Einigungskonferenz. Ich gehe davon aus, dass wir bis am Schluss der Beratung einen schuldenbremsenkonformen Voranschlag 2024 haben werden. Heute haben wir das noch nicht. Aus diesem Grund müssen wir heute dieser Kreditsperre zustimmen.

Wenn die Finanzlage des Bundes weiterhin so bleibt, kann man mittel- und langfristig auch über einnahmenseitige Massnahmen befinden. Diese sind aber nicht so einfach umzusetzen, weil es dort fast in allen Bereichen Volksabstimmungen braucht. Von daher finde ich: Man kann es zwar in Betracht ziehen, aber heute kann man diese Lösung nicht heranziehen. Wir haben heute nur die Möglichkeit der Kreditsperre.

Dank der Schuldenbremse und dank dem, dass wir immer daran festgehalten haben, hatten wir die Mittel zur Bewältigung der Corona-Pandemie. Wir konnten im Notfall Mittel zur Verfügung stellen. Wenn wir uns schon jetzt, solange wir noch keine ausserordentliche Situation haben, nicht mehr an die Schuldenbremse halten und beginnen, mit den Finanzen grosszügiger umzugehen – ja, was ist dann, wenn

AB 2023 S 1062 / BO 2023 E 1062

es wirklich wieder finanzielle Schwierigkeiten gibt? Ich möchte das dann nicht erleben. Ich glaube, wir haben die Verantwortung, beständig zu bleiben und die Schuldenbremse umzusetzen.

Ich empfehle Ihnen, dem Antrag Gapany zuzustimmen.

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Ich kann mich eigentlich dem Votum von Ständerat Hegglin anschliessen: Wir sind noch nicht am Ende der Beratung, und die Hoffnung stirbt ja zuletzt, wobei das Prinzip Hoffnung nicht wirklich ein gutes Führungsprinzip ist. Aber wir werden die Kurve bis zum Ende der Session schon noch kriegen – das hoffe ich jedenfalls. Die Kreditsperre ist faktisch eine lineare Kürzung, wenn man so will, weil sie einfach über die gesamte Bundesverwaltung umgesetzt werden müsste.

Ich möchte aber noch ein paar Dinge sagen:

Monsieur Sommaruga, vous avez dit que le problème était le frein à l'endettement. Le problème est que les dépenses dépassent les recettes; c'est le problème. Le frein à l'endettement est tout à fait flexible, parce que, selon la conjoncture, il permet aussi des déficits plus larges ou plus petits. Il existe également la possibilité d'avoir des dépenses extraordinaires lorsque ce n'est pas prévisible et ce n'est pas vraiment dirigeable par la Confédération. C'est tout à fait possible; le conseiller aux Etats Hegglin l'a dit. Grâce au frein à l'endettement, nous avons réduit la dette de la Confédération et nous avons également eu des moyens à disposition en cas de crise, par exemple en cas de pandémie et pour les réfugiés ukrainiens. C'était très important. C'est donc un instrument qui a fait ses preuves.

Je me rappelle d'ailleurs que le frein à l'endettement a été introduit il y a 20 ans. Lors de la votation, on avait des craintes qu'il y ait une certaine austérité dans certains domaines, comme dans le social, dans la recherche et dans l'innovation. Ce n'a pas été le cas. La recherche a eu une croissance d'environ 3 pour cent et le domaine social d'environ 4 pour cent, ceci toujours pendant l'époque où nous avons appliqué le frein à l'endettement. Avec les fonds spéciaux pour l'infrastructure, nous avons eu une garantie de pouvoir vraiment investir de façon continue dans les infrastructures ferroviaires et routières. Cela a été tout à fait possible.

Ich sage auch nochmals etwas zu diesen Steuererhöhungen, einfach damit Sie sich bewusst sind, was das vom Fahrplan her bedeutet: Wenn Sie das machen wollen – die Mehrwertsteuer oder die direkte Bundessteuer erhöhen –, brauchen Sie dazu Volk und Stände. Es braucht eine Vorlage, eine Vernehmlassung, die dann beraten wird; dann braucht es eine Volksabstimmung. Bis solche Massnahmen für Mehreinnahmen greifen,



haben wir vielleicht schon keine Probleme mehr, weil Sie alle strukturellen Defizite beseitigt haben werden. Aber noch einmal: Die Mehrwertsteuer wird bei einer nächsten AHV-Reform sicherlich noch einmal beansprucht. Ich glaube, davon können wir ausgehen. Dann bleibt noch die direkte Bundessteuer. Solange man zu viel ausgibt, also mehr ausgibt, als man einnimmt, finde ich das relativ schwierig zu erklären. Auch die Kantone werden nicht begeistert sein. Ich wollte das einfach noch einmal zur Klärung gesagt haben.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6187)

Für den Antrag Gapany ... 34 Stimmen

Dagegen ... 11 Stimmen

(0 Enthaltungen)

**Art. 4**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 2*

Folgende Zahlungsrahmen werden gemäss besonderen Verzeichnissen bewilligt:

...

b. Landwirtschaft und Ernährung ... 16 400 000 Franken.

**Art. 4**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 2*

Les plafonds des dépenses suivants, dont le détail figure dans une liste spéciale, sont approuvés:

...

b. Agriculture et alimentation ... 16 400 000 francs.

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: Le montant est adapté à l'article 4 alinéa 1 lettre e. La position "Trafic", qui était à 337 millions de francs, passe à 447 millions.

*Angenommen – Adopté*

*Ausgabenbremse – Frein aux dépenses*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6188)

Für Annahme der Ausgabe ... 42 Stimmen

Dagegen ... 2 Stimmen

(1 Enthaltung)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht*

*La majorité qualifiée est acquise*

**Art. 5**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

...

c. Umwelt und Raumordnung ... 4 000 000 Franken.

*Abs. 1bis*

Folgender Zahlungsrahmen wird gemäss besonderen Verzeichnissen bewilligt:

a. Landwirtschaft und Ernährung ... 7 800 000 Franken.

*Abs. 2*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



**Art. 5**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

...

c. Environnement et aménagement du territoire ... 4 000 000 francs.

*Al. 1bis*

Le plafond des dépenses suivant, dont le détail figure dans une liste spéciale, est approuvé:

a. Agriculture et alimentation ... 7 800 000 francs.

*Al. 2*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 6–12**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; 23.041/6189)

Für Annahme des Entwurfes ... 37 Stimmen

Dagegen ... 1 Stimme

(5 Enthaltungen)

AB 2023 S 1063 / BO 2023 E 1063

**3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2024**

**3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2024**

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 1**

*Antrag der Kommission*

Streichen

*Proposition de la commission*

Biffer



**Art. 2, 3**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Anhang 2 – Annexe 2**

**Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung**

**Département de l'économie, de la formation et de la recherche**

*708 Bundesamt für Landwirtschaft*

*708 Office fédéral de l'agriculture*

*Antrag der Mehrheit*

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

A231.0228 Pflanzen- und Tierzucht

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von 3 900 000 Franken sind zugunsten der Tierzucht und der Erhaltung der Schweizer Tierrassen einzusetzen.

A231.0229 Qualitäts- und Absatzförderung

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von 6 200 000 Franken sind zugunsten der Förderung des Absatzes von Schweizer Wein einzusetzen.

A231.0232 Beihilfen Pflanzenbau

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von 2 000 000 Franken sind zugunsten der Produktion von Zuckerrüben zur Zuckerherstellung einzusetzen.

*Antrag der Minderheit*

(Stark, Hegglin Peter, Reichmuth, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von 1 100 000 Franken sind wie folgt einzusetzen:

- 500 000 Franken für die Unterstützung von praxisorientierten Projekten für den nachhaltigen Pflanzenschutz;
- 600 000 Franken für eine Stellenaufstockung im Eidgenössischen Pflanzenschutzdienst zwecks Eindämmung der Ausbreitung von Quarantäneorganismen.

*Proposition de la majorité*

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

A231.0228 Sélection végétale et animale

Les moyens supplémentaires d'un montant de 3 900 000 de francs sont destinés à l'élevage et la préservation des races animales suisses.

A231.0229 Promotion de la qualité et des ventes

Les moyens supplémentaires d'un montant de 6 200 000 de francs sont destinés à la promotion des ventes de vin suisse.

A231.0232 Aides à la production végétale

Les moyens supplémentaires d'un montant de 2 000 000 de francs sont destinés à la production de betteraves pour la production de sucre.

*Proposition de la minorité*

(Stark, Hegglin Peter, Reichmuth, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Les moyens supplémentaires d'un montant de 1 100 000 de francs doivent être utilisés comme suit:



- 500 000 de francs pour le soutien de projets axés sur la pratique en matière de protection durable des plantes;
- 600 000 de francs pour une augmentation de postes au Service phytosanitaire fédéral afin d'endiguer la propagation des organismes de quarantaine.

*Pos. A200.0001*

*Angenommen gemäss Antrag der Minderheit*

*Adopté selon la proposition de la minorité*

*Pos. A231.0228, A231.0229, A231.0232*

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

**Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung**  
**Département de l'économie, de la formation et de la recherche**

*810 Bundesamt für Umwelt*

*810 Office fédéral de l'environnement*

*A231.0323 Wildtiere und Jagd*

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von 4 000 000 Franken sind für Herdenschutzmassnahmen einzusetzen.

*A231.0323 Animaux sauvages et chasse*

Les moyens supplémentaires d'un montant de 4 000 000 de francs sont destinés à la protection des troupeaux.

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; 23.041/6190)

Für Annahme des Entwurfes ... 36 Stimmen

Dagegen ... 1 Stimme

(5 Enthaltungen)

**4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2025–2027**

**4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2025–2027**

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress, Art. 1**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

AB 2023 S 1064 / BO 2023 E 1064

**Titre et préambule, art. 1**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*



**Art. 2 Bst. a-n**

*Antrag der Mehrheit*

a. Bundesversammlung

Laufende Ausgaben

2025: Fr. 114 841 100

2026: Fr. 113 641 100

2027: Fr. 113 636 100

b. Bundesgericht

Laufende Ausgaben

2025: Fr. 116 719 500

2026: Fr. 116 103 500

2027: Fr. 115 745 500

c. Bundesverwaltungsgericht

Laufende Ausgaben

2025: Fr. 96 653 000

2026: Fr. 95 644 100

2027: Fr. 96 217 600

d. Justiz- und Polizeidepartement

Transferausgaben

2025: Fr. 2 242 749 400

2026: Fr. 2 296 430 000

2027: Fr. 2 385 199 300

Die Kürzung dieses Kredits ist in den Transferkrediten, bei denen die Zuständigkeit bei den Kantonen liegt, zu vollziehen.

e. Bundesamt für Polizei

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

2025: Fr. 269 780 900

2026: Fr. 267 920 500

2027: Fr. 272 774 400

Die Aufstockung dieses Kredits um jährlich 3 600 000 Franken ist zugunsten der Schaffung von jährlich 20 Ermittlerinnen und Ermittlern zwecks Stärkung im Bereich Terror und Schwerstkriminalität sowie zur Vermeidung eines sicherheitsrelevanten Personalengpasses einzusetzen.

f. Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport

Armeeausgaben

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

g. Eidgenössisches Personalamt

A202.0130 Lohnmassnahmen

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

h. Bundesamt für Landwirtschaft

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

i. Bundesamt für Landwirtschaft

A231.0228 Pflanzen- und Tierzucht

2025: Fr. 48 103 900

2026: Fr. 47 897 900

2027: Fr. 47 897 900

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von jährlich 3 900 000 Franken sind zugunsten der Tierzucht und der Erhaltung der Schweizer Tierrassen einzusetzen.

j. Bundesamt für Landwirtschaft

A231.0229 Qualitäts- und Absatzförderung

2025: Fr. 70 549 900

2026: Fr. 70 200 700

2027: Fr. 70 700 700

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von jährlich 6 200 000 Franken sind zugunsten der Förderung des Absatzes von Schweizer Wein einzusetzen.



k. Bundesamt für Landwirtschaft  
A231.0232 Beihilfen Pflanzenbau  
2025: Fr. 73 099 400  
2026: Fr. 72 723 900  
2027: Fr. 72 723 900

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von jährlich 2 000 000 Franken sind zugunsten der Produktion von Zuckerrüben zur Zuckerherstellung einzusetzen.

l. Bundesamt für Landwirtschaft  
A231.0234 Direktzahlungen Landwirtschaft  
2025: Fr. 2 784 618 100  
2026: Fr. 2 784 618 100  
2027: Fr. 2 784 618 100

m. Bundesamt für Verkehr  
A231.0290 Regionaler Personenverkehr  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

n. Bundesamt für Umwelt  
A231.0323 Wildtiere und Jagd  
2025: Fr. 11 344 600  
2026: Fr. 11 384 000  
2027: Fr. 11 463 200

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von jährlich 4 000 000 Franken sind für Herdenschutzmassnahmen einzusetzen.

*Antrag der Minderheit*

(Friedli Esther, Hefti, Hegglin Peter, Stark)

d. Justiz- und Polizeidepartement  
Transferausgaben

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

e. Bundesamt für Polizei  
A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag der Minderheit*

(Stark, Friedli Esther, Knecht)

f. Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport  
Armeeausgaben

2025: Fr. 6 141 000 000  
2026: Fr. 6 677 000 000  
2027: Fr. 7 260 000 000

*Antrag der Minderheit*

(Friedli Esther, Knecht, Stark)

g. Eidgenössisches Personalamt  
A202.0130 Lohnmassnahmen

2025: Fr. 120 000 000  
2026: Fr. 180 000 000  
2027: Fr. 240 000 000

*Antrag der Minderheit*

(Stark, Hegglin Peter, Reichmuth, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

h. Bundesamt für Landwirtschaft  
A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

2025: Fr. 76 785 900  
2026: Fr. 75 824 900  
2027: Fr. 75 441 400

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von jährlich 1 100 000 Franken sind wie folgt einzusetzen:





– 500 000 Franken für die Unterstützung von praxisorientierten Projekten für den nachhaltigen Pflanzenschutz;  
– 600 000 Franken für eine Stellenaufstockung im Eidgenössischen Pflanzenschutzdienst zwecks Eindämmung der Ausbreitung von Quarantäneorganismen.

*Antrag der Minderheit*

(Stark, Friedli Esther, Hegglin Peter, Knecht, Reichmuth)

I. Bundesamt für Landwirtschaft

A231.0234 Direktzahlungen Landwirtschaft

2025: Fr. 2 812 039 500

2026: Fr. 2 812 039 500

2027: Fr. 2 812 039 500

*Antrag der Minderheit*

(Rieder, Français, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

m. Bundesamt für Verkehr

A231.0290 Regionaler Personenverkehr

2025: Fr. 1 157 210 100

2026: Fr. 1 173 743 300

2027: Fr. 1 196 118 200

AB 2023 S 1065 / BO 2023 E 1065

**Art. 2 let. a-n**

*Proposition de la majorité*

a. Assemblée fédérale

Dépenses courantes

2025: Fr. 114 841 100

2026: Fr. 113 641 100

2027: Fr. 113 636 100

b. Tribunal fédéral

Dépenses courantes

2025: Fr. 116 719 500

2026: Fr. 116 103 500

2027: Fr. 115 745 500

c. Tribunal administratif fédéral

Dépenses courantes

2025: Fr. 96 653 000

2026: Fr. 95 644 100

2027: Fr. 96 217 600

d. Département de justice et police

Dépenses de transfert

2025: Fr. 2 242 749 400

2026: Fr. 2 296 430 000

2027: Fr. 2 385 199 300

La réduction de ce crédit doit être réalisée dans les crédits de transfert, pour lesquels la compétence incombe aux cantons.

e. Office fédéral de la police

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

2025: Fr. 269 780 900

2026: Fr. 267 920 500

2027: Fr. 272 774 400

L'augmentation annuelle de ce crédit de 3 600 000 francs doit servir à la création de 20 postes d'enquêtrices et enquêteurs par an afin de renforcer le domaine terrorisme et grande criminalité et d'éviter une pénurie de personnel liée à la sécurité.



f. Département de la défense, de la protection de la population et des sports

Dépenses militaires

Adhérer au projet du Conseil fédéral

g. Office fédéral du personnel

A202.0130 Mesures salariales

Adhérer au projet du Conseil fédéral

h. Office fédéral de l'agriculture

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

i. Office fédéral de l'agriculture

A231.0228 Sélection végétale et animale

2025: Fr. 48 103 900

2026: Fr. 47 897 900

2027: Fr. 47 897 900

Les moyens supplémentaires annuels d'un montant de 3 900 000 de francs sont destinés à l'élevage et la préservation des races animales suisses.

j. Office fédéral de l'agriculture

A231.0229 Promotion de la qualité et des ventes

2025: Fr. 70 549 900

2026: Fr. 70 200 700

2027: Fr. 70 700 700

Les moyens supplémentaires annuels d'un montant de 6 200 000 de francs sont destinés à la promotion des ventes de vin suisse.

k. Office fédéral de l'agriculture

A231.0232 Aides à la production végétale

2025: Fr. 73 099 400

2026: Fr. 72 723 900

2027: Fr. 72 723 900

Les moyens supplémentaires annuels d'un montant de 2 000 000 de francs sont destinés à la production de betteraves pour la production de sucre.

l. Office fédéral de l'agriculture

A231.0234 Paiements directs versés dans l'agriculture

2025: Fr. 2 784 618 100

2026: Fr. 2 784 618 100

2027: Fr. 2 784 618 100

m. Office fédéral des transports

A231.0290 Transport régional des voyageurs

Adhérer au projet du Conseil fédéral

n. Office fédéral de l'environnement

A231.0323 Animaux sauvages et chasse

2025: Fr. 11 344 600

2026: Fr. 11 384 000

2027: Fr. 11 463 200

Les moyens supplémentaires annuels d'un montant de 4 000 000 de francs sont destinés à la protection des troupeaux.

*Proposition de la minorité*

(Friedli Esther, Hefti, Hegglin Peter, Stark)

d. Département de justice et police

Dépenses de transfert

Adhérer au projet du Conseil fédéral

e. Office fédéral de la police

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer au projet du Conseil fédéral



*Proposition de la minorité*

(Stark, Friedli Esther, Knecht)

f. Département de la défense, de la protection de la population et des sports

Dépenses militaires

2025: Fr. 6 141 000 000

2026: Fr. 6 677 000 000

2027: Fr. 7 260 000 000

*Proposition de la minorité*

(Friedli Esther, Knecht, Stark)

g. Office fédéral du personnel

A202.0130 Mesures salariales

2025: Fr. 120 000 000

2026: Fr. 180 000 000

2027: Fr. 240 000 000

*Proposition de la minorité*

(Stark, Hegglin Peter, Reichmuth, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

h. Office fédéral de l'agriculture

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

2025: Fr. 76 785 900

2026: Fr. 75 824 900

2027: Fr. 75 441 400

Les moyens supplémentaires annuels d'un montant de 1 100 000 de francs doivent être utilisés comme suit:

- 500 000 de francs pour le soutien de projets axés sur la pratique en matière de protection durable des plantes;
- 600 000 de francs pour une augmentation de postes au Service phytosanitaire fédéral afin d'endiguer la propagation des organismes de quarantaine.

*Proposition de la minorité*

(Stark, Friedli Esther, Hegglin Peter, Knecht, Reichmuth)

i. Office fédéral de l'agriculture

A231.0234 Paiements directs versés dans l'agriculture

2025: Fr. 2 812 039 500

2026: Fr. 2 812 039 500

2027: Fr. 2 812 039 500

*Proposition de la minorité*

(Rieder, Français, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

m. Office fédéral des transports

A231.0290 Transport régional des voyageurs

2025: Fr. 1 157 210 100

2026: Fr. 1 173 743 300

2027: Fr. 1 196 118 200

AB 2023 S 1066 / BO 2023 E 1066

303 Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann

303 Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes

*Antrag Maret Marianne*

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

2025: Fr. 9 338 300

2026: Fr. 9 345 100

2027: Fr. 9 372 200

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von jährlich 1 500 000 Franken sind zugunsten der Finanzierung der Präventionskampagne gegen Gewalt einzusetzen.

*Proposition Maret Marianne*

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

2025: Fr. 9 338 300

2026: Fr. 9 345 100

2027: Fr. 9 372 200

Les moyens supplémentaires annuels d'un montant de 1 500 000 francs sont destinés à financer la campagne de prévention contre les violences.

**Maret Marianne** (M-E, VS): En date du 17 mars 2022, notre chambre a accepté une motion qui vise la mise sur pied par le Conseil fédéral de campagnes nationales de prévention contre les violences domestiques, sexuelles et fondées sur le genre. Ces campagnes doivent couvrir différentes formes de violences et s'adresser à différents publics cibles ainsi qu'aux potentiels auteurs. Des motions de même teneur ont également été déposées au Conseil national. En date du 16 juin 2022, le Conseil national a également accepté cette motion. A ce stade, permettez-moi de citer partiellement la réponse du président de la Confédération. Voici les propos de M. Alain Berset: "On doit aussi pouvoir intégrer la réflexion sur des campagnes nationales dans ce cadre global, avec une présence sur l'ensemble du territoire national, pour atteindre toutes les personnes concernées. Cela nécessite, bien sûr, des dépenses et des coûts relativement importants. On estime les coûts pour une campagne d'envergure nationale à un montant allant jusqu'à 2 millions de francs. C'est ce qu'on constate si on fait la comparaison avec de grandes campagnes qui ont fait leurs preuves jusqu'ici. Je pense notamment à la santé publique, à la campagne de prévention contre le sida. C'était environ 2 millions de francs par année. Cet élément doit être préparé, pour pouvoir financer ces dépenses. Il n'est pas possible – je me dois de vous le dire – de simplement prendre ces éléments sur les aides financières en matière de violence dont dispose le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes depuis 2021. On ne peut le faire, parce que la loi sur les subventions ne nous le permet pas, et, donc, si on veut financer une telle campagne, comme le veut le Conseil fédéral, on doit faire la demande d'un crédit complémentaire à cette fin. Cela nécessitera également que le Parlement suive, naturellement. Le Conseil fédéral a déclaré, avec l'adoption de cette motion, être prêt à faire ce pas."

Chers et chers collègues, nous avons donc accepté cette motion en connaissance de cause. Le Conseil fédéral a également agi en connaissance de cause lorsqu'il a décidé d'accepter cette motion. En 2024, ces campagnes doivent pouvoir être construites. Il existe un poste prévu à cet effet, mais les moyens nécessaires à la mise en oeuvre de cette campagne, à partir de 2025, n'ont pas été inscrits dans la planification financière; cela aura pour conséquence qu'il n'y aura pas de campagne.

Le Conseil fédéral ne respecte pas notre décision. Cela n'est pas correct: il nie la volonté des deux conseils. Je vous saurais gré, chers et chers collègues, de bien vouloir soutenir mes propositions d'amendements financiers, de manière à corriger cela. Ne rien faire – à noter – coûtera à moyen terme plus cher. Pour ce qui concerne la Confédération, je pense en particulier à la LAVI.

En fonction de l'articulation de la campagne, les montants doivent être, à ce stade, inscrits dans le plan financier 2025–2027. Ce seront naturellement les budgets des années à venir qui détermineront quels montants seront véritablement dépensés. Nous avons décidé de mener cette campagne non pas pour nous donner bonne conscience, mais parce qu'elle est plus que nécessaire. Elle est indispensable pour combattre ce fléau qui gangrène notre société à tous les niveaux. N'y renonçons pas maintenant. Je vous remercie pour votre écoute attentive et j'espère que vous soutiendrez mes propositions.

**Crevoisier Crelier Mathilde** (S, JU): Les coupes budgétaires font toujours mal, mais certaines font littéralement plus mal que d'autres. Les chiffres des violences de genre, qu'elles soient domestiques ou sexuelles, font froid dans le dos: un féminicide toutes les deux semaines en Suisse, 50 cas de violences domestiques annoncés par jour – sans même parler de ceux qui ne sont pas annoncés – et des centaines de milliers de femmes qui ont déjà subi un viol au cours de leur vie.

Nos deux chambres ont bien compris l'ampleur de ce problème, puisqu'elles ont accepté la motion Maret Marianne 21.4418, "Des campagnes de prévention contre la violence", provenant de notre conseil, et la motion Funicello 21.4471, "Campagnes de prévention de la violence", provenant du Conseil national, qui visaient la mise en place de programmes de prévention. Or, ces fonds qui ont été rayés de la planification financière jusqu'en 2024 tuent dans l'oeuf les campagnes qui ont été votées. Cela s'inscrit en porte-à-faux avec la volonté de nos deux chambres. Nous avons admis plusieurs hausses dans le budget pour ces prochaines années. Elles concernent beaucoup de domaines. Il ne faut pas oublier la prévention des violences dont les femmes sont encore victimes aujourd'hui.



**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Ich möchte Sie bitten, diesen Antrag abzulehnen. Ich muss vielleicht etwas ausholen und Ihnen erklären, in welchem Kontext man den Antrag situieren muss.

Der Bundesrat hat Ende November den Entwicklungsrahmen für die Ausgaben im sogenannten Eigenbereich beschlossen. Bislang war es so, dass einfach Projekt um Projekt und Vorhaben um Vorhaben in den Bundesrat kam. Dann wurde das erste vielleicht gutgeheissen, das zweite aber nicht und das dritte auch nicht; es war eher etwas zufällig. Jetzt haben wir die Entwicklungen im Eigenbereich gesamthaft angeschaut. Das heisst also, dass sämtliche Departemente alle Projekte, alle Gesetzesvorhaben oder was auch immer melden konnten, die sie in ihrem Eigenbereich sehen.

Es geht im Eigenbereich grundsätzlich um ein Wachstum, es geht nicht um eine Kürzung. Alle Departemente haben im Eigenbereich ein Wachstum von 10 bis 15 Prozent gemeldet. Das ist natürlich weit über dem, was möglich ist. Der Bundesrat hat entschieden, dass das Wachstum im Eigenbereich nicht höher sein darf als das Wachstum des Bruttoinlandprodukts, das bei etwa 1,5 Prozent liegt.

Dann sind alle Vorhaben, alle Themen über die Departemente hinweg sozusagen in einen Korb gegeben worden, und zwischen den Departementen hat eine Bereinigung stattgefunden. Die Generalsekretärenkonferenz hat eine Sitzung abgehalten, in der die Eigenmittel in diesem Entwicklungsrahmen priorisiert wurden, und dieser Vorschlag ist dann in den Bundesrat gekommen.

Das zuständige Departement hat dieses Projekt hier nicht priorisiert; vielleicht liegt der Grund nicht darin, dass es dieses Projekt nicht priorisieren wollte, sondern darin, dass es das nicht tun konnte. Ein Vorhaben, das sehr viele Mittel wegfrisst – wenn man so will –, ist natürlich Digisanté. Alle Departemente haben also Prioritäten setzen und diese dem Bundesrat so beantragen müssen. Wenn ich Ihnen die Liste der verschiedenen Vorhaben und Projekte zeigen würde, die am Schluss nicht priorisiert wurden, dann würden Sie sehen, dass das seitenweise Vorhaben sind. Sie kennen jetzt einfach dieses Projekt. Das sind eigentlich die Tatsachen.

Es ist aber nicht so, dass nicht priorisierte Projekte von einem Departement nicht umgesetzt werden können. Denn jedes Departement hat sozusagen noch einen Beitrag zur freien Verfügung erhalten, damit man nicht immer für alles in den

**AB 2023 S 1067 / BO 2023 E 1067**

Bundesrat gehen muss. Es ist möglich, aus diesem Eigenstock oder aus dem Globalbudget des Departementes jeweils auch noch Vorhaben zu finanzieren, die hier nicht priorisiert wurden.

Man muss hier vielleicht etwas aufpassen, dass man nicht ein Projekt herausnimmt, das auch vom Bundesrat nicht priorisiert worden ist, und zwar nicht aus bösem Willen, sondern vielmehr, weil das Wachstum der Ausgaben einfach irgendwie auf 1,5 Prozent eingemittelt werden musste. Die Departemente haben die Priorisierungen selber gemeldet. Das ist die Ausgangslage. Es wird also noch viele andere Projekte geben, die hier nicht auf der Liste waren, die man aber trotzdem umsetzen kann, wenn es mit dem Eigenstock oder über Globalkredite bzw. Mittelverschiebungen in den Globalbudgets möglich ist. Im eigenen Departement kann man das machen, man kann solche Verschiebungen vornehmen.

*Pos. 303.A200.0001*

**Abstimmung – Vote**

(namentlich – nominatif; 23.041/6191)

Für den Antrag Maret Marianne ... 23 Stimmen

Dagegen ... 19 Stimmen

(3 Enthaltungen)

**Art. 2 Bst. d, e – Art. 2 let. d, e**

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: Lors de la présentation du budget, j'ai déjà évoqué la volonté de compenser en prenant les moyens à disposition au niveau du Département fédéral de justice et police afin d'augmenter les moyens de Fedpol. L'augmentation de 3,6 millions de francs par année a pour but de créer 20 postes d'enquêteurs supplémentaires par année, afin de renforcer le domaine terrorisme et grande criminalité, ainsi qu'à éviter une pénurie de personnel lié à la sécurité. La majorité de la Commission des finances vous propose de soutenir sa proposition.

**Friedli** Esther (V, SG): Ich glaube, Bundesrätin Karin Keller-Sutter hat vorhin sehr gut und auch klar erklärt, wie diese Zahlen im Finanzplan zustande gekommen sind. Eine Mehrheit der Finanzkommission war der



Meinung, dass man in einem Bereich – das ist beim Fedpol – jetzt eigentlich voreilig weitere Ausgaben bzw. Stellen beschliessen wolle.

Ich glaube, wir sind uns einig, dass die Sicherheit und vor allem auch die Terrorismusbekämpfung wichtige Anliegen sind. Aber meiner Minderheit geht es hier eigentlich um das Vorgehen. Wir sind nicht einverstanden damit, dass man jetzt einseitig einen Teil herauspickt und ohne fundierte Abklärungen sagt, dass es beim Fedpol 20 Ermittler mehr brauche. Aus unserer Sicht braucht es hier eine seriöse Überprüfung. Diese 20 Stellen mehr bedeuten aus unserer Sicht auch, dass man nochmals die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen anschauen muss, weil es gerade in diesem Bereich sehr viele Überschneidungen mit den Kantonen gibt. Jetzt einfach einseitig die Zahl der Ermittler aufzustocken, erachten wir im aktuellen Zeitpunkt nicht für richtig. Das bedeutet nicht, dass man das dann nicht allenfalls im Budget 2025 vorsehen könnte. Aber dann müsste es vom Bundesrat und vorher noch vom zuständigen Departement priorisiert und mit den Kantonen abgesprochen worden sein.

Die Frau Bundesrätin hat bei uns in der Kommission auch gesagt, dass das allenfalls sogar eine Gesetzesänderung nach sich ziehen würde. Vielleicht wird sie dazu noch kurz Ausführungen machen.

Wir haben jetzt lange darüber diskutiert, dass wir aktuell nicht schuldenbremsenkonform sind, und jetzt wollen wir im Finanzplan einseitig schon wieder zusätzliche Stellen schaffen. Das finde ich kein korrektes Vorgehen. Ich bitte Sie hier wirklich, beim Bundesrat zu bleiben, damit wir im Hinblick auf den Voranschlag 2025 dann auch ein richtiges Vorgehen wählen können.

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Der Bundesrat unterstützt hier die Minderheit Friedli Esther. Es geht um die gleiche Frage wie vorhin. Es geht um den Entwicklungsrahmen im Eigenbereich, und im Eigenbereich hat das Fedpol für 2025 eine grossflächige Personalaufstockung beantragt. Diese Personalaufstockung wurde in der Finanzplanung nicht priorisiert. Man kann die Priorisierung natürlich auch wieder ändern. Die Mehrheit will hier aber trotzdem – das hat Frau Friedli angesprochen – eine Kompensation in Bereichen, in denen die Zuständigkeit bei den Kantonen liegt, konkret beim Straf- und Massnahmenvollzug. Wenn man diese Stellen im Finanzplan aufstockt, dann soll also eine Kompensation im Straf- und Massnahmenvollzug erfolgen.

Es geht um die Beitragssätze im Straf- und Massnahmenvollzug. Diese sind auf Gesetzesstufe geregelt: Der Bund bezahlt den Kantonen gewisse Beitragssätze, nämlich fix 30 Prozent bei den Betriebsbeiträgen und 35 Prozent bei den Baubeiträgen. Eine Kompensation bei den Beiträgen im Straf- und Massnahmenvollzug bedingt also eine Gesetzesänderung. Diese bis 2025 umzusetzen, wäre wahrscheinlich auch noch sportlich. Und ich bin mir nicht so sicher, ob die Kantone damit einverstanden sind, dass man ihnen die Beitragssätze im Straf- und Massnahmenvollzug kürzt, um beim Fedpol aufzustocken. Ich nehme an, die KKJPD wird sich hier noch lautstark vernehmen lassen. Eine Umsetzung der Kompensation auf das Jahr 2025 ist also nicht gesichert, wenn sie denn überhaupt kommt.

Ich möchte Sie auch hier bitten, beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben.

#### *Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 23.041/6192)

Für den Antrag der Minderheit ... 31 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 11 Stimmen

(2 Enthaltungen)

#### *Art. 2 Bst. f – Art. 2 let. f*

**Gapany** Johanna (RL, FR), pour la commission: On parle des dépenses pour l'armée dans le plan financier. La différence entre les deux propositions réside dans le délai auquel on atteint l'objectif de 1 pour cent du PIB. Le Parlement voulait atteindre ce 1 pour cent du PIB en 2030. Le Conseil fédéral a proposé de l'atteindre en 2035. On doit bien reconnaître qu'en matière de sécurité le contexte international nous force à consolider les moyens de défense. C'est un fait. Ces dernières années, les dépenses l'ont confirmé. Je prends, par exemple, les dépenses 2022, avec une croissance de plus de 8 pour cent, soit 479 millions de francs, dont une grande partie était destinée aux nouveaux avions de combat. Mais d'autres éléments confirment également cette volonté claire, validée à certaines reprises par la population, de renforcer les moyens de défense.

Je l'ai également dit auparavant, le Parlement a tranché. Le Conseil des Etats et le Conseil national ont voté pour atteindre un objectif de 1 pour cent du PIB dorénavant. On a maintenant un défi, c'est de cumuler cet objectif d'atteindre 1 pour cent du PIB d'ici 2030 avec le respect du frein à l'endettement. On doit donc trouver le juste équilibre, renforcer durablement notre armée, bien sûr, et en même temps respecter le frein à



l'endettement. Pour 2024, ça ne change absolument rien. Les chiffres sont les mêmes. Que l'on atteigne cet objectif en 2030 ou en 2035, le Conseil fédéral n'a pas proposé de coupe. C'est le même chiffre.

Là où il y a une différence, c'est dans le plan financier. Pour trouver le savant équilibre entre l'atteinte de l'objectif et le respect du principe de frein à l'endettement, le Conseil fédéral propose d'atteindre cet objectif en 2035. Cela implique une différence sur le plan financier: on passerait à 5,9 milliards de francs si on veut qu'il soit atteint en 2035 au lieu de 6,1 milliards s'il devait être atteint en 2030. Ces différences grandissent avec le temps. La majorité de la Commission des finances vous propose de suivre la proposition du Conseil fédéral, dans un souci de respecter le frein à l'endettement, et après avoir entendu la ministre en charge de la défense nous garantir que ces moyens devaient suffire à répondre aux besoins.

AB 2023 S 1068 / BO 2023 E 1068

**Stark Jakob (V, TG):** Im Sommer 2022, unter dem Eindruck des Ukraine-Krieges, hat das Parlament bekanntlich eine Motion angenommen, die verlangt, dass das Armeebudget bis 2030 schrittweise auf 1 Prozent des BIP erhöht wird. Da die Finanzlage schwierig ist, beantragt der Bundesrat nun, die Erhöhung auf 1 Prozent des BIP erst bis 2035 auszuführen. Das sind zwölf Jahre, das ist zu lange!

Seit dem Ausbruch des Ukraine-Krieges hat sich die Sicherheitslage für ganz Westeuropa entscheidend geändert. Wenn sich der Ukraine-Krieg, was wir nicht hoffen wollen, so entwickeln sollte, dass die Ukraine am Schluss verliert, dann wird die Bedrohungslage noch sehr viel kritischer. Von solch einer Entwicklung wäre die Schweiz als neutraler und unabhängiger Staat besonders betroffen. Daher braucht es eine glaubwürdige, einsatzbereite Landesverteidigung; das ist dringend und wichtig.

Im Voranschlag 2024 hat der Bundesrat 290 Millionen Franken weniger eingestellt, als zuerst geplant war. Das haben wir akzeptiert. Aber mit dem Finanzplan befinden wir uns noch nicht im Bereich der Schuldenbremse, dort können wir also noch Akzente setzen. Deshalb schlagen wir als Minderheit vor, das Wachstum der Armeeaussgaben von 2025 bis 2027 wieder auf diesen Pfad zu bringen, damit im Jahr 2030 dann 1 Prozent des BIP der Armee zufließt.

Sie wissen es wahrscheinlich: Die Nato hat das Ziel, 2 Prozent des BIP in die Armeen zu investieren – 2 Prozent! Wir sind nicht in der Nato, also müssen wir tendenziell höhere Ausgaben haben. Wir haben ein höheres BIP, daher ist der Prozentsatz vielleicht auch etwas tiefer. Demgegenüber liegen Dänemark bei 1,4 Prozent, die Niederlande bei 1,6 Prozent und Norwegen, auch ein reicher Staat, bei 1,8 Prozent. Und die reiche Schweiz kann es sich leisten, bis 2035 zu warten, bis man endlich bei 1 Prozent ist!

Wie soll man das finanzieren? Wenn Sie hier zustimmen, dann gibt es zwei Möglichkeiten: Entweder wird es im Voranschlag 2025 dann kompensiert, oder Sie stimmen der Motion Salzmann 23.3843 zu, die wir aber heute nicht mehr besprechen, und taxieren diese Ausgabe als ausserordentliche Ausgabe. Darüber müssen wir sprechen. Aber diesen Entscheid fällen wir hier nicht. Wir fällen hier nur den Grundsatzentscheid, dass dieses Thema im Finanzplan bleibt, dass jetzt nicht schon vorzeitig zurückgebaut wird und dass wir die Ambition, bis 2030 auf 1 Prozent des BIP zu kommen, nicht einfach aufgeben.

Ich möchte Sie darauf hinweisen, dass der Antrag, den ich hier vertrete, von der Sicherheitspolitischen Kommission unseres Rates stammt. Die sicherheitspolitische Kompetenz, die Sie bei mir vielleicht nicht unbedingt vermuten, ist bei diesem Antrag also gegeben, denn er kommt von der Sicherheitspolitischen Kommission.

Auch deshalb bitte ich Sie, diesem Antrag zuzustimmen.

**Würth Benedikt (M-E, SG):** In der Subkommission 4 der Finanzkommission, welche für das VBS zuständig ist, haben wir diese Diskussion natürlich einlässlich geführt, und wir haben uns auch mit der Verwaltung, konkret auch mit der Armasuisse, auseinandergesetzt.

Wir müssen bei dieser Diskussion, und das kommt mir zu kurz, immer beides sehen, einerseits den Kredit, andererseits aber auch die Umsetzung. Bei der Umsetzung muss man sich vielleicht schon auch vor Augen führen, was im Moment auf den Rüstungsmärkten passiert. Das war eine sehr interessante Diskussion mit der Verwaltung. Erstens ist es natürlich klar, dass die Marktlage aufgrund der Grosswetterlage – international, auch in Europa – von hoher Nachfrage geprägt ist. Das bedeutet, dass es bei Lieferanten Knappheiten gibt. Zweitens ist es augenfällig, dass Länder, die der Ukraine Waffen liefern, ihre Beschaffungen poolen und so natürlich ihre Nachfragemacht erhöhen. Das ist ein normales, rationales, ökonomisches Verhalten; das ist ein Vorteil für Länder, die in Militärbündnissen sind.

Daraus ergibt sich, Kollege Stark, eine Warteschlange. Dieses Wort wurde seitens der Verwaltung auch so verwendet: Warteschlange. Wo steht die Schweiz in dieser Warteschlange? Sie steht hinten – dessen müssen Sie sich einfach bewusst sein –, und zwar aus zwei Gründen. Einerseits gehören wir eben nicht zu den



Ländern, die in solchen Allianzen sind, die Waffen liefern, die in Militärbündnissen sind, die ihre Beschaffungen poolen können; das ist der eine Fakt. Andererseits – dessen müssen Sie sich auch bewusst sein – ist unser Regime mit den Wiederausfuhrbestimmungen logischerweise nicht unbedingt vorteilhaft. Das haben wir ja auch diskutiert, und auch das führt natürlich zu einem limitierenden Faktor.

Ich persönlich bin zum Schluss gekommen, dass Sie hier schon die Kredite erhöhen können, aber ich glaube nicht daran, dass die Schweiz diese Kredite in dieser Marktlage überhaupt zeitgerecht verwenden kann. Es gibt gewisse Ansätze, die der Bundesrat jetzt gewählt hat, beispielsweise die European Sky Shield Initiative. Das ist ein Instrument, eine Initiative, bei der die Schweiz durch ihre Teilnahme versucht, an grossen Beschaffungen zu partizipieren, wenn andere, grössere Nationen Beschaffungsprojekte aufgleisen. Wenn man also von neuen sicherheitspolitischen Realitäten spricht, dann, meine ich, sollte man auch die Marktrealitäten in die Diskussion einbringen.

Nun einfach noch zur finanzpolitischen Situation: Wir haben vorhin gehört, dass wir aktuell nur mittels Kreditsperre ein schuldenbremsenkonformes Budget haben, und auch entsprechend beschlossen. Hier geht es nun aber um den Finanzplan. Und meines Erachtens ist noch etwas zu kurz gekommen, nämlich die Diskussion, die der Bundesrat mit Blick auf die Finanzplanung für die kommende Legislatur geführt hat. Aber ich gehe davon aus, dass Sie auch die Medienmitteilung vom 22. November gelesen haben. Wir reden von strukturellen Defiziten in der Höhe von 2 bis 3 Milliarden Franken – 2 bis 3 Milliarden Franken!

Wenn Sie dem Antrag der Minderheit zustimmen, erhöhen Sie diese strukturellen Defizite um 243 Millionen Franken im Jahr 2025 und bis um 736 Millionen Franken im Jahr 2027. Sie können das alles beschliessen, aber Sie müssen sich einfach bewusst sein: Das wird Konsequenzen haben.

Sie haben zwei Optionen auf den Tisch gelegt, Kollege Stark. Sie haben gesagt, wir könnten kompensieren, das wäre jetzt der saubere Weg: über die Respektierung der Bundesverfassung, über die Respektierung der Schuldenbremse zu kompensieren. Es nimmt mich wunder, wo wir dann kompensieren, wenn wir von einem strukturellen Defizit von über 3 Milliarden Franken reden; das nimmt mich wunder! Da sind wir gespannt, was dann seitens des Bundesrates und seitens des Parlamentes vorgeschlagen wird. Oder, das haben Sie auch erwähnt, wir könnten die Motion Salzmann annehmen. Ich muss Ihnen einfach sagen – wir reden ja dann noch über diese Motion -: Das ist ein offener Verfassungsbruch! Das ist sonnenklar.

Wir haben hier in diesem Saal auch die Diskussion über die Verfassungsgerichtsbarkeit geführt. Wir, die Mehrheit, haben damals gesagt, der Rat selber müsse diese Verantwortung wahrnehmen. Wir wollen sie nicht an ein Gericht delegieren. Dann nehmen wir hier die Verantwortung bitte auch wahr! Ich möchte nicht Zustände wie in Deutschland, sodass wir dann eben eine Situation hätten, in der das Sondervermögen durch ein Bundesverfassungsgericht kassiert würde.

Vor diesem Hintergrund bitte ich Sie also wirklich, hier die Vernunft zu behalten und die Linie des Bundesrates zu unterstützen. Wenn davon die Rede ist, Akzente zu setzen, dann setzen wir vielleicht diese Akzente im Bewusstsein, dass der Finanzplan nicht schuldenbremsenkonform sein muss. Aber eines wurde in der Diskussion mit der Verwaltung, mit dem VBS auch deutlich: Was ist im Moment am wichtigsten für die Armeeplaner? Dass man eine gewisse Planungssicherheit schafft! Wenn wir hier jetzt einfach ins Blaue hinein Finanzpläne anpassen – der Bundesrat muss sich nach dem Gesetz nicht zwingend an die Finanzplanbeschlüsse des Parlamentes halten, er kann ja dann wieder abweichen –, dann kommen wir eben in ein solches Auf und Ab, und das ist keine verlässliche Planung.

Vor diesem Hintergrund bitte ich Sie dringend, den Minderheitsantrag abzulehnen und dem Antrag der Mehrheit – gemäss Bundesrat – zuzustimmen.

AB 2023 S 1069 / BO 2023 E 1069

**Salzmann Werner (V, BE):** Ich staune schon, Herr Würth, welche Aussagen Sie zur Armeeplanung machen und dazu, wo Bedarf besteht und wo nicht. Wir führen die Gespräche mit dem Chef der Armee, mit der Armeeplanung, mit den Beteiligten. Ich sage Ihnen Folgendes: Wenn wir das Ziel von 1 Prozent des BIP bis 2030 nicht erreichen, dann sind praktisch keine zusätzlichen Investitionen möglich, weil Verpflichtungskredite bestehen im Umfang von 11,4 Milliarden Franken für das System Patriot und für den F-35 sowie weitere Kredite. Wir haben also keinen Handlungsspielraum.

Die Armee hat mehrere Projekte in die Planung geschickt: Artillerie, "Kawestierung" der Leopard-Panzer – darüber haben wir gesprochen –, mittlere Luftverteidigung usw. Das heisst, wenn wir die Ersatzbeschaffungen nicht machen können, riskieren wir, dass das Heer gegroundet wird. Sie riskieren damit, dass Sie den Verfassungsauftrag nicht erfüllen und den Schutz des Landes und die Sicherheit der Bevölkerung nicht garantieren können. Das ist Verfassungsbruch! Was machen Sie, wenn wir einen Fall haben, in dem wir die Armee tat-





sächlich brauchen? Die Vorwarnzeit ist eben nicht mehr zehn Jahre, sie ist viel kürzer, das haben wir gesehen. Es muss nicht unbedingt sein, dass wir terrestrisch angegriffen werden. Es braucht nur irgendeinen Wahnsinnigen, der unsere kritische Infrastruktur angreift. Wir sind heute nicht in der Lage, diese zu schützen; dies nur als ein Beispiel.

Jetzt frage ich Sie: Wie wollen Sie denn die Sicherheit garantieren? Das ist meine Frage. Ich wäre hier auch für die elegante Lösung, die darin besteht, dass wir das über den Voranschlag machen, denn mit meinem finanzpolitischen Gewissen mache ich meinen Vorstoss nicht gerne, das sage ich Ihnen jetzt schon – aber ich komme dann noch dazu.

Ich bitte Sie wirklich, der Minderheit Stark zuzustimmen, damit wir Sicherheit bekommen, auch für die Armee, und damit wir diese Investitionen machen können. Der wichtigste Grund im Ganzen ist: Wir jammern immer, dass unsere Leute aus der Armee kommen und sagen, die Ausbildung sei nicht mehr zweckmässig, sie sei nicht angepasst und das Material stimme nicht. Und genau das passiert, wenn wir die Investitionen nicht tätigen. 140 000 Angehörige der Armee gehen in den Militärdienst und stehen im Notfall mit ihrem Leben für unsere Bevölkerung ein. Und denen wollen Sie das Material nicht geben, um sich korrekt auszubilden? Das ist die Frage, die wir uns stellen müssen. Ich empfehle Ihnen, nehmen Sie einmal Kontakt auf mit dem Chef Armeepanung. Er wird es Ihnen im Detail erläutern.

Ich bitte Sie aus diesen Gründen, der Minderheit Stark zuzustimmen.

**Burkart** Thierry (RL, AG): Ich möchte dem Aufruf der Präsidentin, sich kurzzuhalten, Folge leisten und nicht wiederholen, was schon gesagt wurde. Ich erlaube mir einfach den Hinweis, auch als Replik an Kollege Würth, der die Vernunft angerufen hat: Zur Vernunft gehört auch, die Staatsführung auf veränderte Lagen auszurichten. Wir hatten jetzt dreissig Jahre, in denen wir auf unserem Kontinent in Sicherheit und Frieden leben durften. Das hat dazu geführt, dass das Bundesparlament nicht untätig blieb und die Ausgaben für die Armee im Verhältnis zum Bundesbudget massiv reduziert hat. Nun haben wir eine andere Situation. Es wurde bereits darauf hingewiesen, dass die Nato-Staaten ein 2-Prozent-Ziel haben. Selbst Staaten, die nicht in der Nato sind, erhöhen ihre Ausgaben im Bereich der Sicherheit und Verteidigung massiv. Ich verweise beispielhaft auf Österreich, das zurzeit ebenfalls bei 0,7 Prozent des Bruttoinlandprodukts ist, die Ausgaben aber bis 2027 auf 1,5 Prozent erhöht. Über diesen Betrag bzw. diese Relation sprechen wir hier gar nicht.

Es ist darauf hingewiesen worden, dass die Investitionen notwendig sind. Es kommt der Ersatz der grossen terrestrischen Systeme. Das kostet sehr viel Geld und hat einen Zusammenhang damit, ob unsere Armee verteidigungsfähig ist oder nicht. In diesem Zusammenhang verweise ich darauf, dass die Schuldenbremse eine Verfassungsnorm ist, die wir selbstverständlich einzuhalten haben. Aber die Verteidigungsfähigkeit ist ebenfalls eine Verfassungsnorm; ich verweise auf Artikel 58 Absatz 2 unserer Bundesverfassung. Diese Norm ist zurzeit nicht erfüllt. Das heisst, wir müssen – selbstverständlich unter Beachtung dieser beiden Verfassungsgrundsätze – einen Weg finden, um die entsprechenden Ziele erreichen zu können. In diesem Sinne ist es auch richtig, dass wir hier über die Planzahlen reden und nicht über das Budget. Sonst müssten wir selbstverständlich eine andere Diskussion führen. Aber es geht hier um die Planjahre und damit auch um den Auftrag an Bundesrat und Parlament, einen Weg zu finden, um die Verfassungsaufträge Schuldenbremse und Verteidigungsfähigkeit erfüllen zu können.

Der Betrag gemäss Minderheit ist das, was nötig ist, um auch dem Parlamentsbeschluss des letzten Jahres, das 1-Prozent-Ziel per 2030 zu erreichen, Rechnung tragen zu können. Ich meine, dass das hier der richtige Weg ist. Es ist noch keine definitive Entscheidung, weil wir dann nächstes Jahr natürlich wieder über das Budget entscheiden müssen. Aber es gibt uns, es gibt dem Bundesrat den Auftrag, einen Weg zu suchen. Ich meine, der falsche Weg wäre die Motion Salzmann, zu der wir nachher noch kommen, weil die Voraussetzungen rechtlicher Natur, um diesen Weg begehen zu können, nicht erfüllt sind.

In diesem Sinne bleibt uns nichts anderes übrig, als gemäss Antrag der Minderheit diesen Planzahlen zuzustimmen.

**Stark** Jakob (V, TG): Nur ganz kurz eine Replik zum Votum von Kollege Würth, das ich mit Interesse gehört habe: Ich glaube auch, dass die Theorie der Warteschlange jetzt eine Herausforderung am Markt ist; das muss man anerkennen. Da gibt es Lieferverzögerungen, da gibt es zu hohe Preise. Aber wenn aufgrund der jetzigen Politik des Bundesrates Aufträge an Rüstungsunternehmen in der Schweiz zurückgestellt werden – und ich kenne solche Unternehmungen in meinem Kanton –, dann hat das nichts mit einer Warteschlange zu tun. Das heisst eigentlich, dass hier Möglichkeiten vorhanden wären, um die Budgets auszuschöpfen. Das wollte ich noch anfügen.

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Ich möchte Sie bitten, hier beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben. Ich bin



nicht die Chefin VBS, ich kann mit Ihnen keine vorgezogene Diskussion über die Armeebotschaft führen. Diese Diskussion wird dann zu gegebener Zeit erfolgen. Die Armeebotschaft ist zurzeit in der Ämterkonsultation und offensichtlich auch zur Konsultation bei der "NZZ"-Redaktion. (*Teilweise Heiterkeit*) Ich habe sie auf jeden Fall noch nicht gesehen.

Ich möchte Sie daran erinnern, dass der Bundesrat die Motionen, die Sie angenommen haben, zur Annahme empfohlen hat. Er war auch der Meinung, dass die Rüstungsausgaben erhöht werden sollen, dass die Verteidigungsfähigkeit der Schweizer Armee verbessert werden muss, dass sie in der Lage sein muss, sich im Verbund mit anderen wehren und verteidigen zu können. Aber der Bundesrat hat bereits bei der Behandlung dieser Motionen gesagt, dass die Umsetzung im Lichte der Gesamtausgaben des Bundeshaushalts anzuschauen ist. Diesen Vorbehalt gab es also immer, und in der Zwischenzeit haben sich – wir haben ja den ganzen Vormittag darüber gesprochen – die Voraussetzungen verschlechtert.

Schauen wir die Finanzplanjahre 2025–2027 an. Wir haben es gehört: Allein im Jahr 2025 fehlen über 2 Milliarden Franken, 2027 werden es 3 Milliarden Franken sein. Mit Blick auf diese Haushaltslage hat der Bundesrat entschieden, Ihnen zu beantragen, die Ausgaben für die Armee weniger schnell wachsen zu lassen, nämlich bis 2035. Auch das ist nicht nichts, und auch das ist sportlich. Wir haben heute ein Budget von 5,5 Milliarden Franken, 2035 werden es 10,5 Milliarden Franken sein. Auch das muss finanziert werden, es ist fast eine Verdoppelung der heutigen Ausgaben. Der Wachstumspfad des Bundesrates scheint also vernünftig zu sein. Ständerat Burkart hat gesagt, man müsse beide Verfassungsprinzipien garantieren. Das ist ja genau der Weg

**AB 2023 S 1070 / BO 2023 E 1070**

des Bundesrates: dass man sich nämlich einerseits an die verfassungsmässige Schuldenbremse hält, andererseits aber selbstverständlich auch die Verteidigungsfähigkeit der Schweiz verbessert.

Ich möchte Sie bitten, hier beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben. Man kann schon sagen, wenn man in den Finanzplanjahren aufstocke, sei das nicht definitiv. Aber ich möchte Sie nächstes Jahr bei der Beratung des Voranschlags 2025 hören, wenn wir die 243 Millionen Franken nicht einstellen konnten. Dann wird es heissen, der Bundesrat missachte den Willen des Parlamentes. Es ist wirklich nicht vernünftig, bei der gegenwärtigen Haushaltslage noch diese zusätzlichen Aufstockungen vorzunehmen. Ich bitte Sie, hier beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben.

**Abstimmung – Vote**

(namentlich – nominatif; 23.041/6193)

Für den Antrag der Minderheit ... 28 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 15 Stimmen

(2 Enthaltungen)

*Bst. a-c, g-k, n – Let. a-c, g-k, n*

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

*Bst. h, l, m – Let. h, l, m*

*Angenommen gemäss Antrag der Minderheit*

*Adopté selon la proposition de la minorité*

**Art. 3–5**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Präsidentin** (Herzog Eva, Präsidentin): Gemäss Artikel 74 Absatz 4 des Parlamentsgesetzes findet in diesem Fall keine GesamtAbstimmung statt.



**5. Bundesbeschluss III über die Entnahmen aus dem Bahninfrastrukturfonds für das Jahr 2024**

**5. Arrêté fédéral III concernant les prélèvements sur le fonds d'infrastructure ferroviaire pour l'année 2024**

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress, Art. 1–3**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule, art. 1–3**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; 23.041/6194)

Für Annahme des Entwurfes ... 37 Stimmen

Dagegen ... 4 Stimmen

(4 Enthaltungen)

**6. Bundesbeschluss IV über die Entnahmen aus dem Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrsfonds für das Jahr 2024**

**6. Arrêté fédéral IV concernant les prélèvements sur le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération pour l'année 2024**

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress, Art. 1–3**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule, art. 1–3**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; 23.041/6195)

Für Annahme des Entwurfes ... 45 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

**Präsidentin** (Herzog Eva, Präsidentin): Das Geschäft geht an den Nationalrat.